



KPMG Audit Sénégal S.A.
avec Administrateur Général
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
3^{ème} Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDÉPENDANTE
DE LA CONFORMITÉ DE LA PASSATION DES
MARCHÉS DES AUTORITÉS CONTRACTANTES
AU TITRE DE LA GESTION 2011
GROUPE I**

AUTORITE CONTRACTANTE :

**- MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET
DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR –
MAE**

RAPPORT DEFINITIF

Autorité de Régulation des Marchés Publics ARMP
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber
BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 69 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS-SP- DSOS-OSF-2013-04-758



SOMMAIRE

1. SYNTHÈSE	6
1.1 Déroulement de la mission	6
1.1.1 Contexte	6
1.1.2 Modalités d'intervention	7
1.1.2.1 Audit de la passation	7
1.1.2.2 Audit de l'exécution physique	9
1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics	9
1.3 Constats de l'audit	9
1.3.1 Échantillons	9
1.3.1.1 Liste obtenue	9
1.3.1.2 Correction de l'échantillon	9
1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés	10
1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés	13
1.3.4 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière	13
1.4 Recommandations	14
1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2010	16
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT	19
2.1 Rappel des termes de références	19
2.1.1 Contexte de la mission	19
2.1.2 Objectifs de la mission	20
2.1.2.1 Objectif principal	20
2.1.2.2 Objectifs spécifiques	20
2.1.3 Périmètre de la mission	21
2.2 Méthodologie de mise en œuvre	22
2.2.1 Approche contradictoire	22
2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention	23
2.3 Description des travaux d'audit	23
2.3.1 Audit de la passation des marchés	23
2.3.1.1 Revue des textes	24
2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés	24
2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.	24
2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés	25
2.3.3 Audit technique	25
2.4 Constitution de l'échantillon d'audit	25
2.4.1 Liste obtenue	25
2.4.2 Correction de l'échantillon	26
2.4.3 Échantillon pour l'audit technique	26
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	27
3.1 Rappels	27
3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	27
3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	27
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel	28

3.1.2	Principes	29
3.1.2.1	Champ d'application du CMP	29
3.1.2.2	Durée des marchés (article 14 du CMP)	30
3.1.2.3	Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	31
3.1.2.4	Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 11580 pris en application de l'article 138 du CMP)	31
3.1.2.5	Signature des marchés (articles 27, 28 et 30 du CMP)	32
3.1.2.6	Approbation des marchés	33
3.1.3	Procédures	34
3.2	Constats relatifs au dispositif des marchés publics	34
3.2.1	Responsabilité des MO et MOD	34
3.2.1.1	Modalités de fonctionnement de la CPM	34
3.2.1.2	Capacité de lancer des mises en concurrence	35
3.2.2	Exercice des contrôles	35
3.2.2.1	Rappels	35
3.2.2.2	Exercice des contrôles	35
3.2.2.3	Fonctionnement de la Commission des Marchés du MAE	37
3.2.2.4	Rôle du Contrôleur Financier	38
3.2.3	Régulation	38
4.	AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	39
4.1	Constats généraux	39
4.1.1	Constats de carence documentaire	39
4.1.1.1	Carence documentaire concernant la passation	39
4.1.1.2	Carence documentaire concernant l'exécution financière	39
4.1.2	Fractionnements potentiels	39
4.1.2.1	Rappels	39
4.1.2.2	Évaluation des fractionnements potentiels	39
4.2	Audit de la passation des marchés	42
4.2.1	Dossiers d'Appels d'Offres (DAO)	42
4.2.1.1	Rappels	42
4.2.1.2	Constats	43
4.2.1.3	Commentaires	44
4.2.2	Avis d'Appels d'Offres (AAO)	44
4.2.2.1	Rappels	44
4.2.2.2	Constats	45
4.2.2.3	Commentaires	46
4.2.3	Réception et dépouillement des offres	47
4.2.3.1	Rappels	47
4.2.3.2	Constats	48
4.2.3.3	Commentaires	48
4.2.4	Évaluation des offres et attribution des marchés	49
4.2.4.1	Rappels	49
4.2.4.2	Constats relatifs à l'évaluation	51
4.2.4.3	Commentaires relatifs à l'évaluation	51
4.2.4.4	Constats relatifs à l'Attribution	52
4.2.4.5	Commentaires relatifs à l'Attribution	53
4.2.5	Cas particulier des marchés passés par entente directe	53
4.2.5.1	Rappels	53
4.2.5.2	Constats	55
4.2.6	Délais de passation des marchés	56
4.2.6.1	Rappels	56
4.2.6.2	Constats	56
4.3	Audit de l'exécution financière	57
4.3.1	Etendue des travaux d'audit du volet financier	57
4.3.1.1	Concernant l'engagement	57

4.3.1.2	Concernant le contrôle et la certification du service fait	57
4.3.1.3	Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses	57
4.3.1.4	Limites de l'audit de l'exécution financière	57
4.3.2	Constats d'audit sur le volet d'exécution financière	57
4.3.2.1	Production et gestion des garanties contractuelles	57
4.3.2.2	Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses	57
4.3.2.3	Commentaires relatifs à l'engagement, liquidation et mandatement des dépenses	58
4.3.2.4	Réception et paiement des prestations	59
4.4	Audit de l'exécution physique	60
5.	RECOMMANDATIONS	61
5.1	Recommandations générales	61
5.1.1	Recommandations relatives à l'archivage	61
5.1.2	Recommandations relatives aux rapports et observateurs indépendants	61
5.1.3	Recommandations concernant le déroulement des audits à posteriori	61
5.2	Recommandations relatives au fractionnement	61
5.3	Recommandations relatives à la capacité de gestion du processus de passation des marchés	62
5.4	Recommandations relatives à l'attribution des marchés	62
5.5	Recommandations relatives au renforcement de la régulation	62
6.	ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES	63
6.1	Les appels d'offres	63
6.2	Les DRP	63
6.3	Les DRP suivantes n'ont pas été inscrites dans le SIGFIP	65

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELLATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AO	Appel d'Offres
AOO	Appels d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
ONAS	Office National de l'Assainissement du Sénégal
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès-verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
SPPM	Société à Participation Publique Majoritaire
TDR	Termes de référence
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

1. SYNTHÈSE

1.1 Déroulement de la mission

1.1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ L'un sur les systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ L'autre sur la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ L'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ En 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celle de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ En 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ La promulgation du Code des Marchés Publics (CMP) au Sénégal en avril 2007 et dans la foulée, la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés ;
- ✚ En 2011, un nouveau Code des Marchés Publics a été promulgué (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) pour des soucis d'efficacité et d'efficience ;
- ✚ Et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit donc dans le cadre de la généralisation précitée.

1.1.2 Modalités d'intervention

1.1.2.1 Audit de la passation

Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les tâches suivantes :

- en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

Modes de passation des marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant en FCFA	Nbre	Montant en FCFA	Nbre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	2	95 665 576	2	95 665 576	100%	100%
Appel d'Offres Restreint (AOR)	0	0	0	0	0	0
Prestations Intellectuelles (PI)	0	0	0	0	0	0
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	60	347 352 332	38	313 683 012	63%	90,%
Entente Directe (ED)	0	0	0	0	0	0
DRP allégées	0	0	0	0	0	0
TOTAL	62	443 017 908	40	409 348 588	65%	92%

- vérifier les procédures de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMF avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;

- ✚ établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- ✚ analyser l'organisation en général **et les structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle,) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier ; diagnostic approfondi des cellules des marchés ;**
- ✚ **faire des vérifications sur :**
 - L'enregistrement des contrats à la charge des titulaires,
 - La production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution,
 - L'émission des ordres de service s'agissant des travaux,
 - La réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures,
 - La mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM,
 - La tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour,
 - L'application des pénalités de retard prévues ;
- ✚ examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même que son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- ✚ vérifier le niveau d'application des recommandations émises par les audits antérieurs ;
- ✚ formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- ✚ demander à l'autorité contractante tous les documents pouvant nous permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaire, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres....) ;
- ✚ procéder aux recoupements et confirmations d'information des autorités contractantes par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;
- ✚ organiser des séances de restitution de notre rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

1.1.2.2 Audit de l'exécution physique

Les marchés du Ministère des Affaires Etrangères ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.

1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Concernant le dispositif des marchés publics au titre de la gestion 2011, nous avons constaté que :

- Les DRP ne sont pas inscrites dans le Plan de Passation de Marchés 2011 ;
- Cent vingt et neuf (129) DRP ne figurent pas sur la liste des marchés extraits du SIGFIP ;
- Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la cellule de passation de marchés.
- Le rapport annuel n'a pas été produit par la cellule de passation de marchés.

1.3 Constats de l'audit

1.3.1 Échantillons

Lors de nos travaux nous avons obtenu une liste qui a fait l'objet de correction.

1.3.1.1 Liste obtenue

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passée en 2011 par le Ministère des Affaires Etrangères. Cette liste est constituée de :

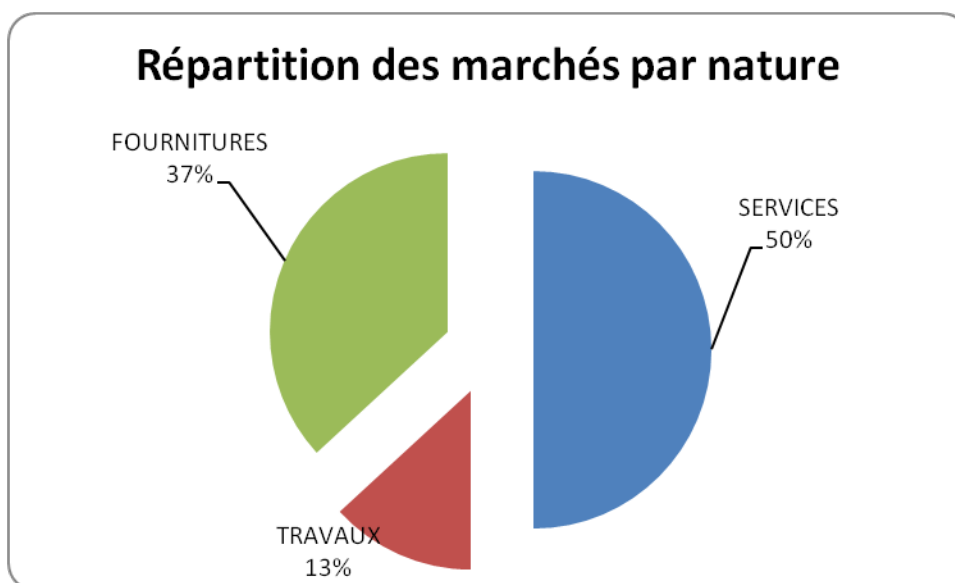
- d'un (01) appel d'offres ouvert d'un montant de vingt quatre millions neuf cent dix mille FCFA (24 910 000 FCFA) ;
- et de soixante (60) demandes de renseignements et de prix d'un montant total de trois cents quarante sept millions trois cent cinquante deux mille trois cent trente deux FCFA 347 352 332 FCFA) ;

1.3.1.2 Correction de l'échantillon

Une fois sur le terrain, nous avons constaté que le MAE avait passé un appel d'offres pour l'expédition de la valise diplomatique, d'un montant de soixante dix millions sept cent cinquante cinq mille cinq cent soixante seize FCFA (70 755 576 FCFA).

Nous avons retenu pour notre échantillon trente huit (38) demandes de renseignements et de prix d'un montant de trois cent treize millions six cent quatre vingt trois mille zéro douze FCFA (313 683 012 FCFA) ainsi que les deux appels d'offres.

La répartition par nature des marchés, après correction de l'échantillon, est présentée dans le graphique ci dessous :



Le graphique ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 50% de marchés de service d'un montant de 209 836 558 FCFA ;
- 37% de marchés de fourniture d'un montant de 155 992 984 FCFA ;
- et 13% des marchés de travaux d'un montant de 43 519 046 FCFA.

1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Les constats généraux relatifs à la passation de marchés sont les suivants :

a) AOO

- L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication pour l'appel d'offres relatif à «l'expédition de la valise diplomatique» attribué à DHL SENEGAL d'un montant de 70 755 576 FCFA ;
- Facture définitive non obtenue pour le marché relatif à la « fourniture de bureau, de consommables informatiques et de matériels informatiques (lot 2) » attribué à IMPRIMERIE PAPETERIE LE GANDIOLE d'un montant de 24 910 000 FCFA ;
- Le délai d'exécution n'a pas été respecté pour ce même marché ci dessus de « fourniture de bureau, de consommables informatiques et de matériels informatiques (lot 2) » ;
- Les copies des mandats transmis au Trésor n'ont pas été obtenues pour les deux (02) appels d'offres.

b) DRP

- Les lettres d'invitations ne précisent pas les délais exacts de remise des offres,
- Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste de tous les fournisseurs consultés,
- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, ni de projet de contrat, ni de modèle simplifié d'instruction, ni de bordereaux de prix,
- Les spécifications techniques n'ont pas été définies,
- Les titulaires des marchés n'ont pas été notifiés de l'attribution des DRP,
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre,
- Pour les marchés passés après le 27 juillet 2011, la DCMP n'a pas été informée de l'attribution du marché,
- Les délais d'exécution ou de livraison ne sont pas précisés ;
- Le bon de commande pour la DRP « achat de matériels de quincaillerie », n'a pas été obtenu,
- Pour six DRP, la facture définitive n'a pas été obtenue ;
- Pour la « consultation pour les matériels électriques » d'un montant de 14 980 100 FCFA, le contrat n'a pas été enregistré au niveau des impôts ;
- Les copies des mandats transmis au Trésor n'ont pas été obtenues ;

En plus des observations susmentionnées, nous avons constaté les anomalies ci-dessous

A. Remarque N°1

Nous avons relevé des cinq (05) DRP qui avoisinent le seuil des appels d'offres (seuil de 15 000 000 FCFA), détaillées comme suit :

Tableau : Récapitulatif des DRP avoisinant le seuil de passation des appels d'offres

N° D'ORDRE	OBJET DE LA DEPENSE	TITULAIRE	MONTANT TTC
1	ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES	STABURO	14 943 284
2	CONSULTATION POUR MATERIELS DE QUINCAILLERIE	ETS MAMY	14 794 250
3	SARRE TECHNOBAT	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE BATIMENT	14 989 730
4	SARRE TECHNOBAT	CONSULTATION POUR AUTRES ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENT	14 986 000
5	ACQUISITION DE PHOTOCOPIEUSES RICOH	STABURO	14 956 500

B.Remarque N°2

Nous avons relevé des DRP dont le montant cumulé par nature homogène laisse apparaître un fractionnement, de façon à demeurer en-dessous des seuils prévus et ainsi soustraire les marchés aux règles qui leur sont normalement applicables.

Sur toutes ces DRP détaillées au niveau des tableaux 1 à 5 ci-dessous, l'autorité aurait dû recourir à une procédure d'appel d'offres ouvert.

Tableau 1 : Montant cumulé des DRP par nature homogène

Tableau 1*

LIBELLES	TITULAIRE	MONTANT
SARRE TECHNOBAT	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE BATIMENT	14 989 730
SARRE TECHNOBAT	CONSULTATION POUR AUTRES ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENT	14 986 000
SARRE TECHNOBAT	CONSULTATION POUR AUTRE BIEN ET SERVICE	14 342 400
TOTAL		34 318 130

***Sur le tableau ci dessous, le titulaire est le même à savoir SARRE TECHNOBAT.**

Tableau 2

LIBELLES	TITULAIRE	MONTANT
ACHAT TUYAUTERIES ET PLOMBERIES	BAT-PRES	7 442 496
ACHAT DE MATERIELS DE QUINCAILLERIE	ETABLISSEMENT EL HAJ SAER SEYE	2 867 400
ACHAT DE BIENS ET SERVICES (MATERIELS DE QUINCAILLERIE)	DAMEL TRADING	8 357 940
CONSULTATION POUR MATERIELS DE QUINCAILLERIE	ETS MAMY	14 794 250
TOTAL		33 462 086

Tableau 3

LIBELLES	TITULAIRE	MONTANT TTC
GARAGE MBAYE DIMI NIANG	CONSULTATION POUR ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	3 499 999
CONSULTATION POUR ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES	TANOR FALL	7 426 134

LIBELLES	TITULAIRE	MONTANT TTC
ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	KEUR MAME DIARRA	3 582 000
ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES	FALL TANOR	3146667
ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	MELHEM AIDA, KEUR MAME DIARRA	2 834 034
CONSULTATION POUR ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	GARAGE MBAYE DIMI NIANG	3 499 999
TOTAL		23 988 833

Tableau 4

LIBELLES	TITULAIRE	MONTANT
PRESS HIGH TECH	TRAVAUX DE DEMENAGEMENT	10 217 860
DAMEL TRADING	TRAVAUX DE DEMENAGEMENT	9 996 304
TOTAL		20 214 164

REMARQUE SUR LE SYGFIP

Nous avons relevé (118) DRP qui n'ont pas été inscrites dans le SYGFIP (Cf. annexe 6.3).

1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

a) AOO

Les constatés soulevés sont identiques à ceux indiqués au point 1.3.2.

b) DRP

Les constatés soulevés sont identiques à ceux indiqués au point 1.3.2.

1.3.4 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

Concernant l'exécution financière des marchés passés par le Ministère des Affaires Etrangères pour l'exercice 2011, nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures.

1.4 Recommandations

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MAE
A00				
1	L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication pour l'appel d'offres relatif à l'«expédition de la valise diplomatique».	1 50%	S'assurer de la publication de l'attribution définitive dans les délais prévus par l'article 84 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.	<i>Nous prenons bonne note de la recommandation</i>
2	Facture définitive non obtenue pour le marché relatif à la « fourniture de bureau, de consommables informatiques et de matériels informatiques (lot 2) ».	1 50%	Veiller à l'archivage exhaustif de tous les documents de marchés.	<i>Nous prenons bonne note</i>
3	Le délai d'exécution n'a pas été respecté pour le marché de « fourniture de bureau, de consommables informatiques et de matériels informatiques (lot 2) ».	1 50%	S'assurer du respect des délais prévus. Appliquer des pénalités de retard le cas échéant.	<i>Nous prenons bonne note</i>
4	Les copies des mandats transmis au Trésor n'ont pas été obtenues.	2 100%	Conserver une copie de tous les justificatifs de paiement.	<i>Nous prenons bonne note</i>
DRP				
1	Les lettres d'invitations ne précisent pas les délais exacts de remise des offres.	38 100%	Préciser le délai limite de dépôt des offres conformément à la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 13 mars 2009	<i>Nous prenons bonne note</i>
2	Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste de tous les fournisseurs consultés.	38 100%	Indiquer le nom de tous les fournisseurs consultés conformément à circulaire n°0004/PM/CAB/CP4 du 13 mars 2009.	<i>Nous prenons bonne note</i>
3	Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, ni de projet de contrat, ni de modèle simplifié d'instruction.	38 100%	Faire accompagner les lettres d'invitation d'un formulaire de soumission, d'un projet de contrat, d'un modèle simplifié d'instruction conformément à circulaire n°0004/PM/CAB/CP4 du 13 mars 2009.	<i>Nous prenons bonne note</i>
4	Les spécifications techniques n'ont pas été définies.	38 100%	Préciser les spécifications techniques des marchés afin de procéder à une correcte évaluation des offres	<i>Nous prenons bonne note</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MAE
5	Pour 11% des DRP passées après juillet 2011 et dont le montant atteint le seuil fixé par l'arrêté n°011585 du 28/12/07, la DCMP n'a pas été informée de leur attribution contrairement aux dispositions prévues par l'article 78 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.	4 11%	Informar la Direction chargé du Contrôle des Marchés Publics de l'attribution des DRP conformément aux dispositions de l'article 78 du CMP en vigueur.	<i>Nous prenons bonne note</i>
6	Les titulaires des marchés n'ont pas été notifiés pour l'attribution des DRP.	38 100%	Faire notifier le titulaire de l'attribution de la DRP	<i>Nous prenons bonne note</i>
7	Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre.	38 100%	Informar les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP4 du 13 mars 2009.	<i>Nous prenons bonne note</i>
8	Les délais d'exécution ou de livraison ne sont pas précisés.	27 71%	Préciser le délai d'exécution ou de livraison.	<i>Nous prenons bonne note</i>
9	Le bon de commande pour la DRP « achat de matériels de quincaillerie », n'a pas été obtenu.	1 3%	Veiller à l'archivage exhaustif des documents	<i>Nous y veillerons</i>
10	Pour six DRP, la facture définitive n'a pas été obtenue.	1 3%	Veiller à l'archivage exhaustif des documents	<i>Nous y veillerons</i>
11	Pour la DRP « consultation pour les matériels électriques » attribué à ETS SIKAKA, d'un montant de 14 980 100 FCFA, le contrat n'a pas été enregistré au niveau des impôts.	1 3%	Faire enregistrer systématiquement tout contrat atteignant le seuil fixé par l'arrêté n°011585 du 28/12/07	<i>Contrat bien enregistré ; problème archivage</i>
12	Les copies des mandats transmis au Trésor n'ont pas été obtenues.	38 100%	Veiller à l'archivage des copies des justificatifs de paiement	<i>Nous y veillerons</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MAE
13	L'examen de la liste des DRP passées au titre de la gestion ainsi que de leur montant cumulé par nature homogène laisse apparaître un fractionnement, de façon à demeurer en-dessous des seuils prévus et ainsi soustraire les marchés aux règles qui leur sont normalement applicables.		Nous recommandons au MAE de privilégier le recours aux appels d'offres au détriment des DRP, conformément aux dispositions de l'article 54-5) du CMP. En vertu des dispositions de l'article 60-3 l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe.	<i>Nous prenons bonne note</i>
Organisation				
1	Le PPM n'est pas exhaustif et les DRP n'y sont pas inscrites.	N/A	S'assurer de l'exhaustivité des marchés inscrits dans le PPM et y inscrire toutes les DRP.	<i>En 2011 l'inscription des DRP dans le PPM n'était pas obligatoire</i>
2	Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la cellule de passation de marchés.	N/A	Produire les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n°11586 du 28/12/2007.	<i>Nous prenons bonne note</i>
3	Le rapport annuel n'a pas été produit par la cellule de passation de marchés.	N/A	Produire le rapport annuel conformément à l'arrêté n°11586 du 28/12/2007.	<i>Nous prenons bonne note</i>

1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2010

Le Ministère des Affaires Etrangères n'a pas fait l'objet de revue de la passation de marchés pour l'exercice 2010.

La dernière revue date de 2009.

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Niveau d'application
Marchés passés par les missions diplomatiques et consulaires				
1	Les services des missions diplomatiques et consulaires n'ont pas requis l'avis préalable de la DCMP pour les marchés passés à l'étranger (Paris, New York, Bruxelles, Tunis, Kuala Lumpur, Madrid, Genève).	7 100%	Nous recommandons aux services des missions diplomatiques et consulaires de requérir l'avis préalable de la DCMP pour les marchés passés à l'étranger en vertu des dispositions de l'article 148 du Code des Marchés Publics (CPM).	<i>Recommandation appliquée</i>

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Niveau d'application
Appel d'offres ouvert				
2	L'attribution définitive du marché n'a pas fait l'objet de publication.	1 100%	Nous recommandons au MAE de procéder à la publication des avis d'attribution définitive, conformément aux prescriptions de l'article 83 du CMP.	<i>Recommandation non appliquée</i>
3	Les PV d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux candidats.	1 100%	Nous recommandons au MAE de remettre à tous les candidats aux procédures d'appel d'offre ouvert une copie du procès-verbal signé par les membres de la Commission des Marchés présents, conformément aux dispositions de l'article 67-4) du CMP.	<i>Recommandation appliquée</i>
Entente directe				
4	Les informations financières n'ont pas été transmises par les titulaires en vue de permettre le contrôle effectif des coûts de revient.	2 100%	Nous recommandons au MAE d'exiger de l'attributaire la transmission régulière des informations financières en vue de permettre le contrôle effectif des coûts de revient tel que prévu par les dispositions de l'article 75 du CMP.	<i>Le MAE n'a pas eu recours à l'Entente Directe en 2011</i>
5	Les garanties de soumission et de bonne exécution n'ont pas été fournies par les titulaires des marchés.	2 100%	Nous recommandons la mention dans les contrats et la production par les attributaires des garanties de soumission et de bonne exécution en vertu des dispositions des articles 111 et 112 du CMP.	<i>Recommandation appliquée</i>

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Niveau d'application
6	L'examen de la liste des DRP passées au titre de la gestion ainsi que de leur montant cumulé par nature homogène laisse apparaître un fractionnement, de façon à demeurer en-dessous des seuils prévus et ainsi soustraire les marchés aux règles qui leur sont normalement applicables.	78 sur les 124 marchés présentés NB : afin de procéder au rapprochement notre examen a été étendu à l'ensemble des marchés présentés pour le présent cas 62 ,90%	Nous recommandons au MAE de privilégier le recours aux appels d'offres au détriment des DRP, conformément aux dispositions de l'article 54-5) du CMP. En vertu des dispositions de l'article 60-3 l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe.	<i>Recommandation non appliquée</i>
7	Nous avons relevé des DRP qui ont manifestement fait l'objet de surfacturation au regard des prix facturés dans le cadre de l'appel d'offres ouvert. De même, le MAE a attribué des DRP pour des prix unitaires plus élevés que ceux des DRP antérieures.	4 12,12%	Nous recommandons au MAE de s'assurer des meilleurs rapports qualité-prix relativement aux offres proposées par les candidats.	<i>Nous n'avons pas relevé ce cas en 2011</i>

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1 Rappel des termes de références

2.1.1 Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flux considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2011 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

2.1.2 Objectifs de la mission







2.1.2.1 Objectif principal

La mission a pour **objectif principal**, au sein des autorités contractantes du Groupe 1, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2.1.2.2 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons également le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;

- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe en passant en revue l'ensemble des marchés passés par ce système afin d'en déduire d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations sur le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque Mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ exprimer nos recommandations pour le futur.

En fin de mission nous assurerons à cinq (5) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (5) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de deux (2) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions.

2.1.3 Périmètre de la mission

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqués à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (ressources internes et ressources externes) leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;

- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, la formation sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (05) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (05) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions pour une durée de deux (02) jours.

2.2 Méthodologie de mise en œuvre

2.2.1 Approche contradictoire

Ce type de mission requiert la pleine collaboration des Autorités Contractantes (AC). A ce titre, il a été planifié une réunion de démarrage de la mission avec chaque Autorité Contractante. Au cours de ces réunions, notre équipe :

- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission ;
- ✚ a rappelé le périmètre de la mission et ses nouveautés par rapport à la revue de l'année précédente, avec notamment le contrôle d'exécution physique et le rapprochement avec l'exécution budgétaire ;
- ✚ a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport provisoire ;
- ✚ a confirmé avec l'AC, le calendrier des travaux de terrain et les conditions logistiques y afférentes.
- ✚ a demandé les documents suivants :
 - Organisation/Organigramme
 - Plan de Passation des Marchés ;
 - Liste des marchés passés ;
 - Balance générale des comptes ou état d'exécution budgétaire détaillé de 2011 ;
 - Grand livres des comptes et tableau de passation 2011 ;
 - Cycle passation et organisation du manuel des procédures en vigueur ;
 - Note éventuelle sur l'évolution institutionnelle de l'AC ou les rapports d'activités transmis à l'ARMP le cas échéant ;
 - Composition de la Commission des marchés / correspondance de transmission aux organes ad hoc ;
 - Composition de la Cellule de Passation des marchés / correspondance de transmission aux organes ad-hoc ;
 - Attestations de prise de connaissance de la charte d'éthique et de transparence.

2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention

Notre intervention comprend **cinq (05) phases** clés tenant compte des finalités poursuivies par la mission. Ces cinq (05) phases clés sont composées d'activités pouvant pour certaines d'entre elles, être simultanées.

1. **Cadrage général de la mission ;**
2. **Revue des marchés ;**
3. **Contrôle d'exécution physique ;**
4. **Rapports et restitutions aux AC ;**
5. **Formation.**

PHASE	INTITULE DE LA PHASE	N° ACTIVITE	INTITULE ACTIVITE
1	CADRAGE GENERAL DE LA MISSION		
		1.1	Confirmation de notre démarche avec l'ARMP
		1.2	Contact des Responsables des Cellules de Passation de Marchés de chaque Autorité Contractante et obtention des listes de marchés et DRP
		1.3	Détermination des échantillonnages
2	REVUE DES MARCHES		
		2.1	Prise de connaissance des Autorités Contractantes et revue de leur organisation
		2.2	Analyse des pratiques courantes et revue du système de contrôle interne
		2.3	Travaux d'audit
3	CONTROLE D'EXECUTION PHYSIQUE		
		3.1	Confirmation des marchés à contrôler et planification
		3.2	Travaux de contrôle d'exécution physique
		3.3	Rapport de contrôle d'exécution physique
4	RAPPORTS ET RESTITUTIONS AUX AC		
		4.1	Rapports
		4.2	Présentation des rapports provisoires
		4.3	Ajustements et production des rapports finaux de la phase d'audit du processus de passation et des rapports de synthèse
5	FORMATION		
		5.1	Programmation et conception des modules
		5.2	Délivrance de la formation et compte-rendu

2.3 Description des travaux d'audit

2.3.1 Audit de la passation des marchés





Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les travaux présentés ci-dessous:

2.3.1.1 Revue des textes







Nous avons fait, à l'entame de la mission, une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante.

2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés




Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère pour apprécier sa capacité à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

-  analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du CMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier son aptitude à gérer la commande publique ;
-  évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
-  contrôle de la régularité des dépenses ;
-  revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.

-  rapprochement du Plan de Passation des Marchés (PPM) obtenu du MAE avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
-  rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
-  rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;
-  contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, les comptes de charges et d'immobilisation pour s'assurer de la réalité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des marchés ;
-  sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
-  contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

-  la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation ;
-  au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;
-  au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels ;

- ✚ au contenu des dossiers d'appel à candidatures ;
- ✚ au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner ;
- ✚ au respect des délais de préparation des offres ;
- ✚ au respect des délais de passation des marchés ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation technique des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation financière des offres ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire ;
- ✚ à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
- ✚ au contenu des lettres de notification ;
- ✚ à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis ;
- ✚ à l'information des soumissionnaires non retenus ;
- ✚ au respect des délais d'exécution des marchés ;
- ✚ à la réception effective des biens et services.

2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés

Nos travaux ont consisté essentiellement à vérifier :

- ✚ le règlement de la TVA avec vérification de reversement des précomptes au Trésor ;
- ✚ le respect de l'application des clauses de pénalités ;
- ✚ le contenu des contrats et le respect des dispositions relatives au paiement ;
- ✚ le recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution) ;
- ✚ la conformité aux modèles fournis dans les DAC et la durée de validité ;
- ✚ la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties ;
- ✚ les paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles.

2.3.3 Audit technique

Les marchés du MAE ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validés avec l'ARMP.

2.4 Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1 Liste obtenue

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passées en 2011 par le Ministère des Affaires Etrangères. Cette liste est constituée de :

- d'un (01) appel d'offres ouvert d'un montant de vingt quatre millions neuf cent dix mille FCFA (24 910 000 FCFA) ;
- et de soixante (60) demandes de renseignements et de prix d'un montant total de trois cents quarante sept millions trois cent cinquante deux mille trois cent trente deux FCFA (347 352 332 FCFA) ;

2.4.2 Correction de l'échantillon

Une fois sur le terrain, nous avons constaté que le MAE avait passé un appel d'offres pour l'expédition de la valise diplomatique, d'un montant de soixante dix millions sept cent cinquante cinq mille cinq cent soixante seize FCFA (70 755 576 FCFA).

Nous avons retenu pour notre échantillon trente huit (38) demandes de renseignements et de prix d'un montant de trois cent treize millions six cent quatre vingt trois mille zéro douze FCFA (313 683 012 FCFA) ainsi que les deux appels d'offres.

2.4.3 Échantillon pour l'audit technique

Les marchés du MAE ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validés avec l'ARMP.




3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1 Rappels




3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal




Le décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011, le décret n° 545 du 25 avril 2007 ainsi que le décret n° 2008-1165 portant modification du décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics (décret modifiant l'article 63) et le décret n° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics fixent les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Le Code en vigueur a été pris en application :

-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 011580 du 28/12/07 pris en application de l'article 138 du Code des Marchés Publics fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation de marchés.
- Arrêté N° 011583 du 28/12/07 pris en application de l'article 111 du Code des Marchés Publics fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N° 011584 du 28/12/07 pris en application de l'article 112 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N° 011585 du 28/12/07 pris en application de l'article 77-3 du Code des Marchés Publics relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Arrêté N° 011587 du 28/12/07 pris en application de l'article 45-e du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics ;
- Arrêté N° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes ;
- Arrêté N° 03193 du 3/4/2010 pris en application de l'article 78 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

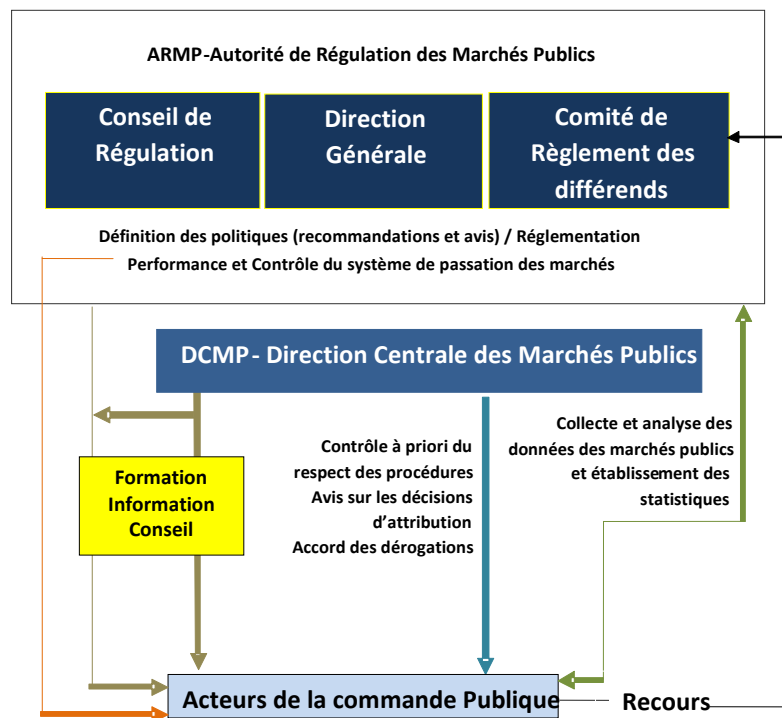
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel

Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) nouvelles structures dont la création met fin à l'existence de la Commission Nationale des Contrats de l'Administration (CNCA) et du Bureau des Marchés du Ministère de l'Économie et des Finances :

- ✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP ;
- ✚ la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF ;

dont les rôles clés sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



3.1.2 Principes

3.1.2.1 Champ d'application du CMP

Le Code des Marchés Publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

1. l'État et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
2. les collectivités locales, y compris les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
3. les établissements publics ;
4. les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'État ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;




5. les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
6. les associations formées par des personnes visées au point 1) à 4) du CMP.

Les marchés passés en application d'accords de financement ou de traités internationaux sont soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics, sous réserve de l'application de dispositions contraires au code résultant des procédures prévues par lesdits accords ou traités internationaux.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets doit être effectuée dans les conditions prévues par le CMP.

3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)

La durée d'un marché est fixée en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique. Elle ne peut en principe être supérieure à un an sauf pour les marchés suivants :

-  les marchés à commandes et de clientèle, conformément aux dispositions des articles 25 et 26 du CMP ;
-  les marchés afférents à des programmes d'investissement et d'entretien de routes qui peuvent être contractés pour plusieurs années à la condition que les engagements qui en découlent demeurent respectivement dans les limites des autorisations de programme et des crédits de paiement contenus dans les lois de finances.
-  Les marchés de gestion et d'entretien par niveau de services (GENIS) qui se fondent sur une obligation de résultats en lieu et place de l'obligation de moyens des marchés classiques ou les marchés pluriannuels d'entretien peuvent être contractés pour une durée allant jusqu'à sept ans.

3.1.2.3 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)




Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	État / Collectivités locales / Établissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP).

3.1.2.4 Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 11580 pris en application de l'article 138 du CMP)

La Direction chargée du Contrôle des Marchés publics assure le contrôle à priori des procédures de passation de marchés. A ce titre elle :

-  émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant :
 - les marchés fractionnés quel que soit leur montant ;
 - les marchés que l'autorité contractante souhaite passer par appel d'offres restreint ou par entente directe ;
 - les marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 ;
 - les conventions de délégation de service public et les contrats de partenariat ;
 - les avenants aux marchés ci-dessus ou qui ont pour effet de porter le montant du marché au montant du seuil d'examen du dossier ;
-  émet un avis sur le rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et sur le procès-verbal d'attribution provisoire du marché établis par la commission des marchés, relatifs aux marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 ;
-  effectue un examen juridique et technique avant leur approbation des projets de marchés pour lesquels elle a indiqué souhaiter faire un tel contrôle lors de l'examen du dossier d'appel à la concurrence ou qui répondent aux conditions de nature et de montants fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007.

¹ Sociétés Nationales






² Sociétés Anonymes

La Direction chargée du Contrôle des Marchés publics peut également donner un avis sur les dossiers que lui soumettent spontanément les autorités contractantes.



3.1.2.5 Signature des marchés (articles 27, 28 et 30 du CMP)

La procédure de passation du marché est conduite par la personne responsable du marché qui est habilitée à signer le marché au nom de l'autorité contractante. Les marchés conclus par une personne non habilitée à cet effet sont nuls de nullité absolue.

Les personnes responsables des marchés chez les différentes autorités contractantes sont respectivement :


-  pour les marchés de l'Etat et dans chaque département ministériel : le Ministre chargé du département concerné, qui est responsable des marchés passés par les services centraux, des marchés passés dans la Région de Dakar et des marchés des agences ou organisations sans personnalité morale relevant de son département ;
-  pour les marchés de l'Etat passés dans les Régions autres que la Région de Dakar : le gouverneur de région ;
-  pour les marchés des collectivités locales : les présidents des conseils régionaux, les maires et les présidents des conseils ruraux ou leurs représentants dûment habilités sont responsables respectivement des marchés à passer par les régions, les communes et les communautés rurales ;
-  pour les marchés des établissements publics, agences et autres organismes ayant la personnalité morale : l'organe exécutif désigné conformément aux règles qui leur sont applicables ;
-  la signature des marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire relève de la compétence du Directeur Général de la société quel que soit leur montant.

Toutefois, pour les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire, l'avis favorable du Conseil d'Administration préalable à la signature des marchés, matérialisé par le procès verbal des délibérations, est requis lorsque :

-  les marchés sont passés par une société nationale ou une société anonyme à participation publique majoritaire créée depuis moins de 12 mois ;
-  lorsque le représentant légal décide de retenir un candidat autre que celui proposé par la commission des marchés.

3.1.2.6 Approbation des marchés

L'acte d'approbation, matérialisé par la signature de l'autorité compétente à ce titre, est la formalité administrative nécessaire pour donner effet au marché. Les autorités compétentes pour l'approbation des marchés sont présentées dans les tableaux qui suivent :

 pour les marchés des administrations centrales de l'Etat :


SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché \geq 100 000 000	Ministre chargé des finances
100 000 000 > marché \geq 50 000 000	Ministre dépensier
Marché < 50 000 000	Ministre dépensier pour la région de Dakar
	Gouverneur de région excepté Dakar

 pour les marchés des collectivités locales :

Les marchés des collectivités locales dont les montants sont indiqués dans le tableau ci-dessous sont approuvés par le représentant de l'État :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)		
Caractéristiques	Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Toutes les régions (Conseils régionaux)	marché \geq 100 000 000	Gouverneur de région
- Villes de la région de DAKAR - Communes chef-lieu de région - Communes d'un budget \geq 300 000 000	marché \geq 50 000 000	Préfet
Autres communes	marché \geq 15 000 000	Préfet
Communautés rurales	marché \geq 15 000 000	Sous-préfet





Les marchés d'un montant inférieur aux seuils ci-dessus ne sont pas soumis à la formalité d'approbation.

 pour les marchés des établissements publics, agences et organismes dotés de la personnalité morale :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché \geq 150 000 000	Ministre chargé des finances
150 000 000 > marché \geq 50 000 000	Président du Conseil d'Administration
Marché < 50 000 000	Directeur de l'établissement





3.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

-  appel d'offres ouvert (article 60 à 70 du CMP) ;
-  appel d'offres avec pré-qualification (article 60 à 65 et 71 du CMP) ;
-  appel d'offres ouvert en deux étapes (article 60 à 65 et 72 du CMP) ;
-  appel d'offres restreint (article 60 à 65, 73 et 74 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

-  l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
-  la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
-  la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
-  Les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.






3.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics









3.2.1 Responsabilité des MO et MOD

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM

Les membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) ont été désignés au titre de la gestion 2011.

Conformément à l'arrêté n° 011586 du 28 décembre 2007 relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, la CPM est responsable des activités suivantes :

-  examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
-  examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
-  examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
-  classement et archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
-  établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;

-  établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics ;
-  insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
-  tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
-  appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
-  réalisation et tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
-  identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
-  liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction Centrale des Marchés Publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

3.2.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence




Le personnel doit être suffisamment formé pour une meilleure maîtrise des procédures de passation de marché.

3.2.2 Exercice des contrôles

3.2.2.1 Rappels

Article 137 CMP 2007 / 139 CMP 2011 :


Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle des dépenses respectivement applicables aux autorités contractantes, le contrôle des marchés publics est assuré par :

-  la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics qui est chargée de contrôler a priori la passation des marchés ;
-  les organes de contrôle interne existant au sein de l'autorité contractante qui effectuent un contrôle à posteriori dans des conditions fixées par chaque autorité contractante.
-  l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics qui effectue un contrôle à posteriori.

3.2.2.2 Exercice des contrôles

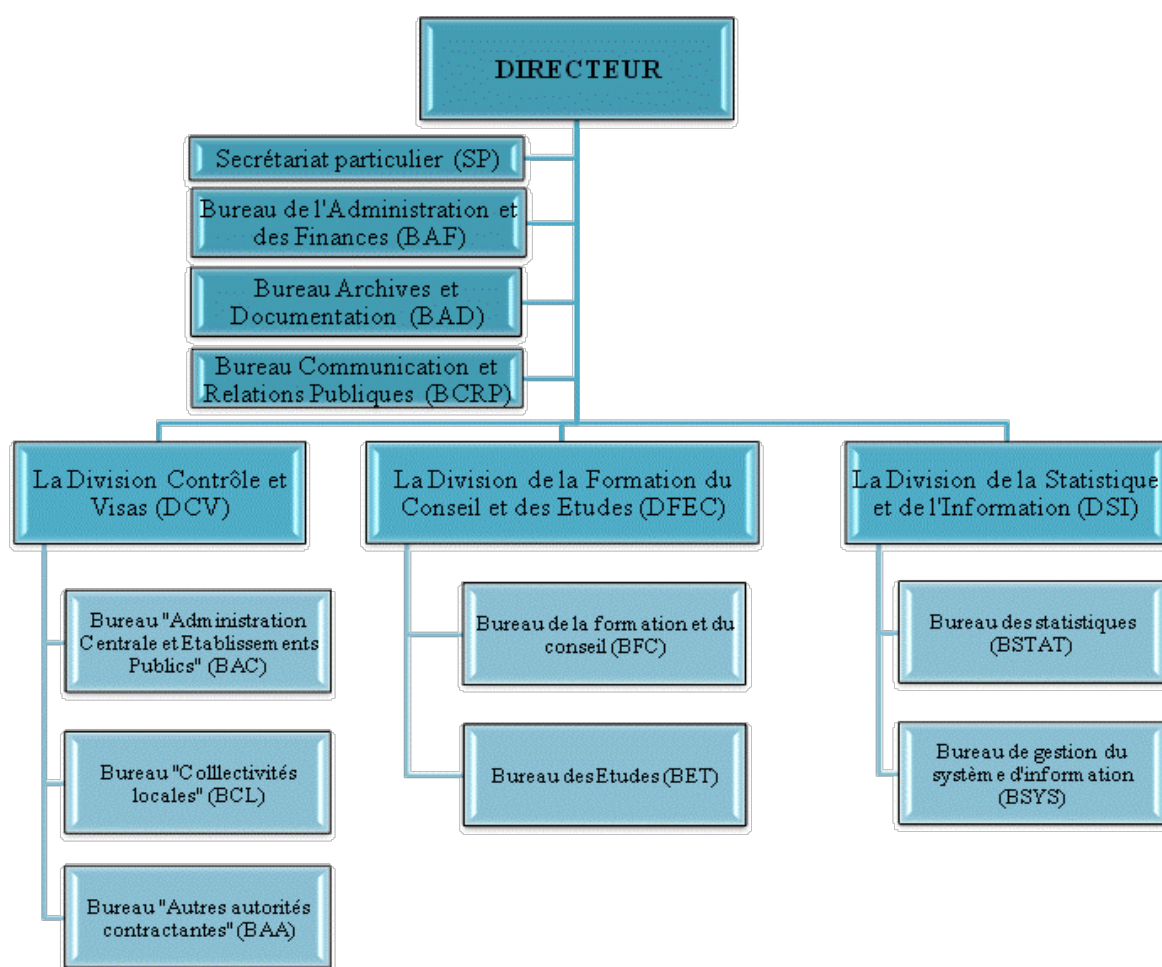
Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction du Contrôle des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

-  d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;

- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

Soulignons par ailleurs, que les Commissions de Marchés et Cellules de Passation des Marchés jouent également un rôle important dans le respect de la conformité du processus.

3.2.2.3 Fonctionnement de la Commission des Marchés du MAE

Rappelons ici que le CMP prévoit la mise en place de Commissions des Marchés chargées de l'Ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi que celles de Cellules de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la CM.

La Commission des Marchés du MAE a été initialement mise en place le 05 janvier 2011 par décision n°000324.

La commission était alors composée de trois (03) membres et de deux (2) suppléants comme indiqué dans le tableau ci dessous :

COMPOSITION DE LA PREMIERE COMMISSION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2011		
Poste	Titulaire	Suppléant
Président	Sidy Mohamed NDOUR, DAGE/D	-
Membres	Ely Sy BEYE, SCIT	Mamadou DIA, DAGE/DGSE
	Omar DIA, DAGE/DGSC	Youssouf TINE, DAGE/DGSE

La composition de la commission des marchés n'était pas conforme aux dispositions de l'article 36 Alinéa 5 du code des marchés publics qui stipule que : « Pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant. Les membres titulaires ou suppléants ne peuvent se faire représenter. »

Le Ministère des Affaires Etrangères avait sollicité par lettre (réf : V/L n°353/MAE/DAGE/DGSC du 06 janvier 2011) l'autorisation de la Direction Centrale des Marchés Publics pour le fonctionnement de cette commission. En effet, le président de la commission des marchés publics du Ministère des Affaires Etrangères ne dispose pas de suppléant qui pourrait le remplacer en cas d'empêchement.

La DCMP, avait marqué son accord pour la mise en place et le fonctionnement de cette commission à condition de nommer un suppléant au président de la commission des marchés.

Un nouveau suppléant du président de la commission des marchés a été désigné par la lettre n°000704/MAE/DAGE/DGSC du 17 janvier 2011 modifiant et remplaçant ainsi la lettre réf V/L n°353/MAE/DAGE/DGSC du 06 janvier 2011.

La commission est composée de trois (03) membres et trois (03) suppléants comme indiqué dans le tableau ci dessous :

COMPOSITION DE LA DEUXIEME COMMISSION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2011		
Poste	Titulaire	Suppléant
Président	Sidy Mohamed NDOUR, DAGE/D	Papa Talam DIAO
Membres	Ely Sy BEYE, SCIT	Mamadou DIA, DAGE/DGSE
	Omar DIA, DAGE/DGSC	Youssouf TINE, DAGE/DGSE

Conformément à l'arrêté n° 11588 du 28 décembre 2007 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés, les membres titulaires et suppléants de la commission des marchés du MAE sont des cadres ou agent assimilés.







3.2.2.4 Rôle du Contrôleur Financier

La Commission des Marchés qui a été mise en place au sein du MAE n'intègre pas un Contrôleur financier.

3.2.3 Régulation

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de service public. Cette mission de régulation a pour objet :

-  d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière de marchés publics et de délégations de service public ;
-  de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public ;
-  d'exécuter des enquêtes ;
-  de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants ;
-  de sanctionner les irrégularités constatées ;
-  de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés publics et des délégations de service public, ou de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de leur exécution.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction Générale.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1 Constats généraux

4.1.1 Constats de carence documentaire

4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- Le registre de transmission des courriers ;
- Le formulaire de soumission, le projet de contrat, le modèle simplifié d'instruction et le qui accompagnent les lettres d'invitation ;
- Les lettres informant les candidats du rejet de leur offre ;
- Les rapports trimestriels produits par la Cellule ;
- Les spécifications techniques des marchés ;
- Les clauses de pénalités de retard ;
- Les délais d'exécution ou de livraison.

4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant l'exécution financière.

4.1.2 Fractionnements potentiels

4.1.2.1 Rappels

Article 54.5 du CMP :

Les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du CMP.

4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels

L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement et beaucoup de DRP frôlent les seuils de passation (cf. Tableau 1 ci-dessus)

Nous avons classé les DRP par nature homogène. A l'appui de ce classement, le cumul des DRPs par nature homogène sur l'année 2011 dépasse les seuils applicables aux DRP (cf. Tableau 2 ci-dessus).

Tableau 1 : Récapitulatif des DRP avoisinant le seuil de passation des appels d'offres

N° D'ORDRE	OBJET DE LA DEPENSE	TITULAIRE	MONTANT TTC
1	ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES	STABURO	14 943 284
2	CONSULTATION POUR MATERIELS DE QUINCAILLERIE	ETS MAMY	14 794 250
3	SARRE TECHNOBAT	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE BATIMENT	14 989 730
4	SARRE TECHNOBAT	CONSULTATION POUR AUTRES ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENT	14 986 000
5	ACQUISITION DE PHOTOCOPIEUSES RICOH	STABURO	14 956 500

Tableau 2 : Montant cumulé des DRP par nature homogène

Tableau 1*

LIBELLES	TITULAIRE	MONTANT
ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES	STABURO	14 943 284
ACQUISITION DE PHOTOCOPIEUSES RICOH	STABURO	14 956 500
SOUS TOTAL		29 899 784
SARRE TECHNOBAT	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE BATIMENT	14 989 730
SARRE TECHNOBAT	CONSULTATION POUR AUTRES ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENT	14 986 000
SARRE TECHNOBAT	CONSULTATION POUR AUTRE BIEN ET SERVICE	4 342 400
TOTAL		34 318 130

*Sur ces deux cas précis, le titulaire est le même à savoir STABURO et SARRE TECHNOBAT.

Tableau 3

LIBELLES	TITULAIRE	MONTANT
MATERIELS DE QUINCAILLERIE		
ACHAT TUYAUTERIES ET PLOMBERIES	BAT-PRES	7442496
ACHAT DE MATERIELS DE QUINCAILLERIE	ETABLISSEMENT EL HAJ SAER SEYE	2 867 400
ACHAT DE BIENS ET SERVICES (MATERIELS DE QUINCAILLERIE)	DAMEL TRADING	8357940
CONSULTATION POUR MATERIELS DE QUINCAILLERIE	ETS MAMY	14 794 250
SOUS TOTAL		33 462 086
LIBELLES	TITULAIRE	MONTANT
ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE		
CONSULTATION POUR ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	GARAGE MBAYE DIMI NIANG	3 499 999
CONSULTATION POUR ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES	TANOR FALL	7 426 134
ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	KEUR MAME DIARRA	3 582 000
ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES	FALL TANOR	3146667
ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	MELHEM AIDA, KEUR MAME DIARRA	2 834 034
CONSULTATION POUR ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	GARAGE MBAYE DIMI NIANG	3 499 999
SOUS TOTAL		23 988 833
TRAVAUX DE DEMANAGEMENT		
PRESS HIGH TECH	TRAVAUX DE DEMANAGEMENT	10 217 860
DAMEL TRADING	TRAVAUX DE DEMANAGEMENT	9 996 304
SOUS TOTAL		20 214 164

4.2 Audit de la passation des marchés

4.2.1 Dossiers d'Appels d'Offres (DAO)

4.2.1.1 Rappels

a) AOO

Article 58 (Section 3 - Dossier d'appel à la concurrence)

Le dossier d'appel à la concurrence contient la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats selon la procédure choisie, à savoir:

- a) les pièces relatives aux conditions de l'appel à la concurrence : la référence à l'avis d'appel d'offres ou à l'avis d'appel à candidatures, ou la lettre de consultation, ainsi que le règlement de la procédure, sauf si les informations figurant dans l'avis d'appel à la concurrence sont suffisantes eu égard à la procédure et au marché concernés ;
- b) les pièces constitutives du futur marché, notamment : projet, date de soumission, cahier des prescriptions spéciales, cahier des clauses administratives générales, cahier des clauses techniques générales, autres pièces requises en fonction de l'objet du marché;
- c) des informations communiquées par l'autorité contractante à titre indicatif en vue de faciliter l'établissement de leurs offres par les candidats, qui ne sont pas des pièces constitutives du marché.

Le dossier d'appel à la concurrence est remis aux candidats gratuitement ou à des conditions financières stipulées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans la lettre de consultation.

Lorsque le dossier d'appel à la concurrence n'est pas remis gratuitement, ces conditions financières doivent être fixées de façon à ne pas dépasser les frais engagés pour le reproduire et le remettre aux candidats. Toutefois, dans ce dernier cas, un exemplaire du dossier devra être disponible pour être consulté gratuitement sur place par les candidats qui le souhaitent.

b) DRP

Article 77.2 du CMP 2007 / 78.2 du CMP 2011 :

L'autorité contractante sollicite simultanément par écrit des prix auprès d'au moins cinq entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

Pour les travaux, fournitures et services dont la valeur TTC est supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et n'atteint pas ceux définis à l'article 53 du CMP, la saisine des candidats présélectionnés doit se faire par une lettre d'invitation précisant au minimum :

- ✚ l'objet de la consultation ;
- ✚ la description concise des prestations ;
- ✚ les spécifications techniques requises ;
- ✚ les délais de remise des offres et délais d'exécution.

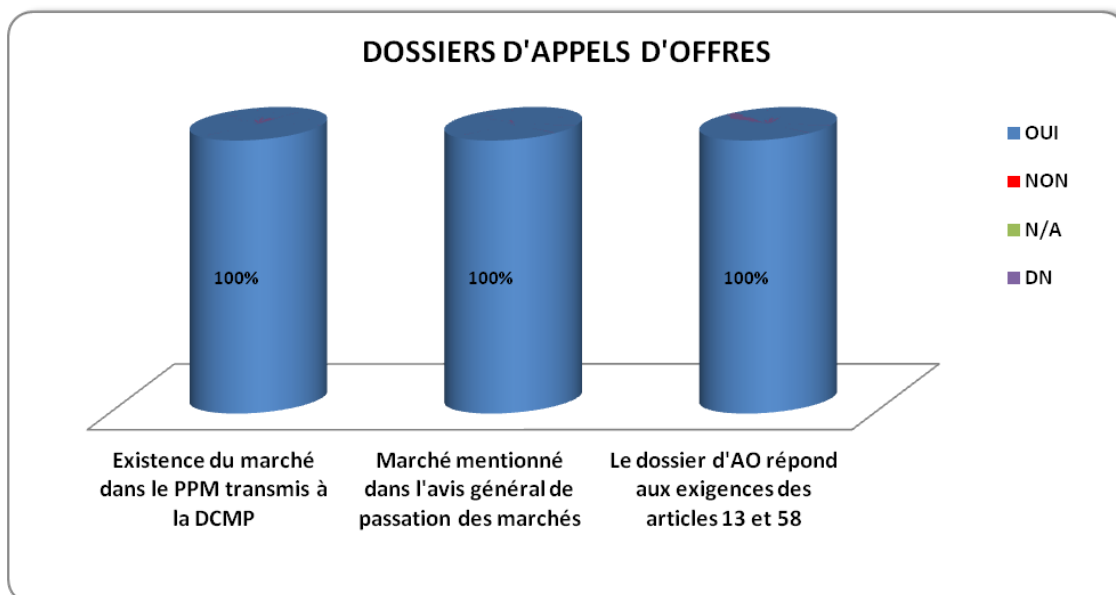
Elle doit également être accompagnée :

- ✚ d'un formulaire de soumission ;
- ✚ d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises ;
- ✚ d'un bordereau de prix ;
- ✚ et d'un projet de contrat.

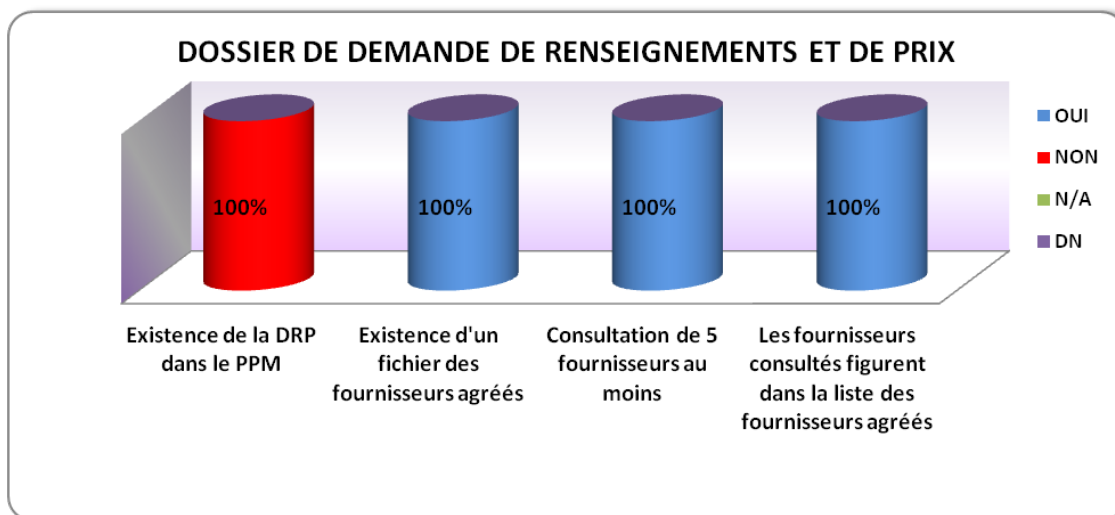
Les modalités de publicité pour la présélection des candidats sont libres. Toutefois, la liste des candidats présélectionnés peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'autorité contractante au terme d'un appel à manifestations d'intérêt initié en début de gestion, et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service.

4.2.1.2 Constats

a) AOO



b)DRP



4.2.1.3 Commentaires

a) AOO

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

b) DRP

Aucune DRP n'a été inscrite dans le Plan de Passation de Marchés.

4.2.2 Avis d'Appels d'Offres (AAO)

4.2.2.1 Rappels

a) AOO

Article 60 du CMP

L'appel d'offres est la procédure par laquelle une autorité contractante attribue le marché, après appel à la concurrence, au candidat réunissant les conditions de qualification qui remet l'offre conforme évaluée la moins disante, sur la base de critères quantifiés en termes monétaires préalablement portés à la connaissance des candidats, sans négociation.



L'appel d'offres peut être ouvert ou restreint. Il est dit ouvert lorsque tout candidat peut remettre une offre, et restreint lorsque seuls peuvent remettre une offre les candidats qui y ont été directement invités par l'Autorité Contractante. L'appel d'offres ouvert peut comprendre une phase de pré-qualification.

- ✚ L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions stipulées dans le CMP.
- ✚ L'appel d'offres peut également être organisé en deux étapes, dans les conditions prévues dans le CMP, en vue dans un premier temps de préciser les critères ou les solutions techniques auxquels les offres devront répondre puis, dans un deuxième temps, d'attribuer le marché sur les bases retenues par l'autorité contractante.

b) DRP (invitation des candidats)

Article 77.2 du CMP 2007/78.2 du CMP 2011 :

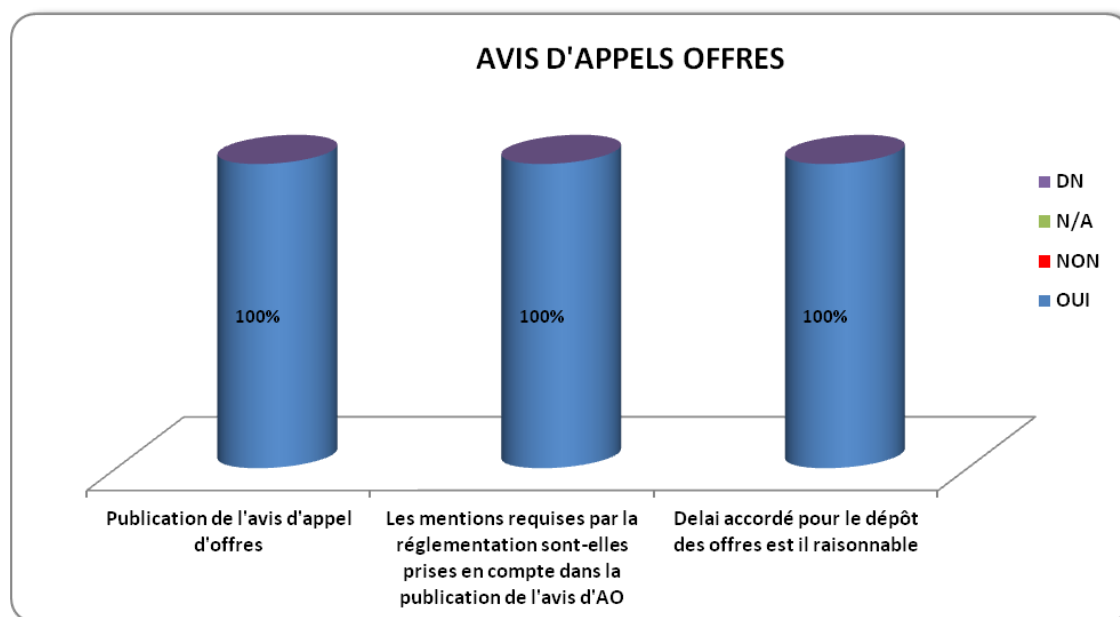
L'autorité contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché.

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

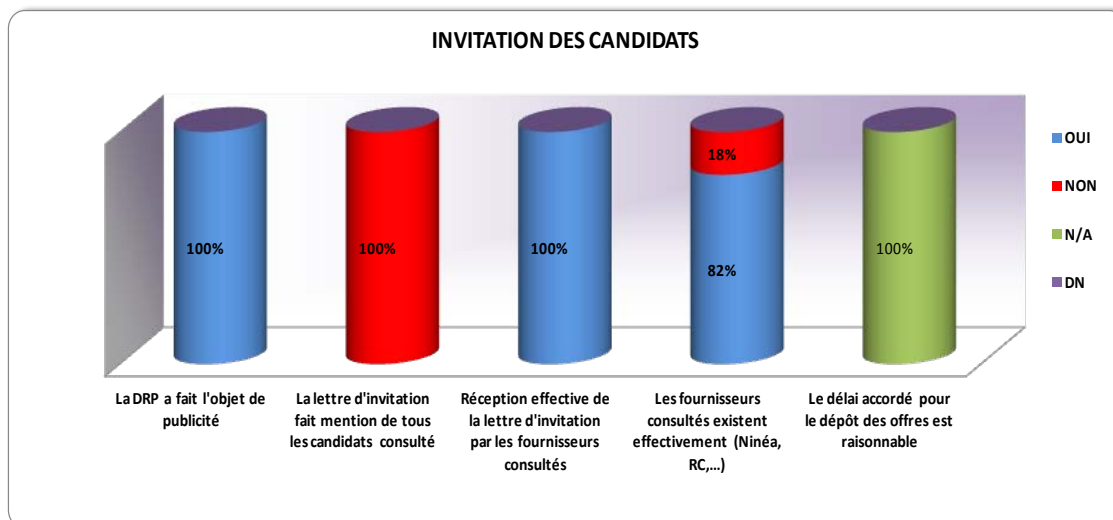
La lettre d'invitation, adressée simultanément aux fournisseurs à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés (5 au moins, conformément à l'article 77 du CMP 2007/78 du CMP 2011). Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des prestations doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.

4.2.2.2 Constats

a) AOO



b) DRP



4.2.2.3 Commentaires

a) AOO

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

b) DRP

Toutes les lettres d'invitation des DRP ne mentionnent pas les noms des candidats consultés ceci en violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 13/03/2009.

Les lettres n'indiquent pas non plus la date limite de dépôt des offres.

Pour dix huit pourcent (18%) DRP, les offres des fournisseurs ne portent ni de NINEA, ni de registre de commerce.

Il s'agit essentiellement des fournisseurs suivants :

1. Atelier Carrosserie Cheikh Ahmadou Bamba, Garage Andala Diop, Carrosserie Khalifa Mambaye Diouf et carrosserie Cheikh Ahmadou Bamba sis quartier FASS ayant tous soumissionné à la DRP « consultation pour entretien et réparation de véhicule »
2. TECSYS ayant soumissionné à la DRP « Consultation pour autre entretien de split »
3. Adam Mbengue, Amadou Woury Barry, Abdoulaye Tine et carrosserie Darou Salam ayant tous soumissionné à la DRP « consultation pour entretien et réparation de véhicule »
4. PAPETERIE EXPRESS ayant soumissionné à la DRP « acquisitions de matériels informatiques »
5. JUNIOR TRADING ayant soumissionné à la DRP « consultation pour matériel de quincaillerie »
6. Casi-informatique, maintenance informatique, point-com-service ayant tous soumissionné à la DRP « entretien et maintenance de matériels informatique ».

4.2.3 Réception et dépouillement des offres

4.2.3.1 Rappels

c) AOO

Article 67 du CMP

A l'expiration des dates et heures limites de dépôt des offres, la commission des marchés est chargée de procéder à l'ouverture des plis. Seuls peuvent être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et heure limites de dépôt des offres.

Les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limites de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report. Les plis reçus après le délai fixé doivent être renvoyés aux candidats sans avoir été ouverts.

Tous les candidats qui ont soumis des offres sont autorisés par l'autorité contractante à assister ou à se faire représenter à l'ouverture des plis. Les candidats ou leurs représentants qui sont présents signeront un registre attestant de leur présence. Les représentants des organismes de financement peuvent également assister à l'ouverture des plis ou se faire représenter. Cette faculté est mentionnée dans l'avis d'appel d'offres.

Le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie financière, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'autorité contractante peut juger utile de faire connaître, sont lus à haute voix lors de l'ouverture des plis. Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats.

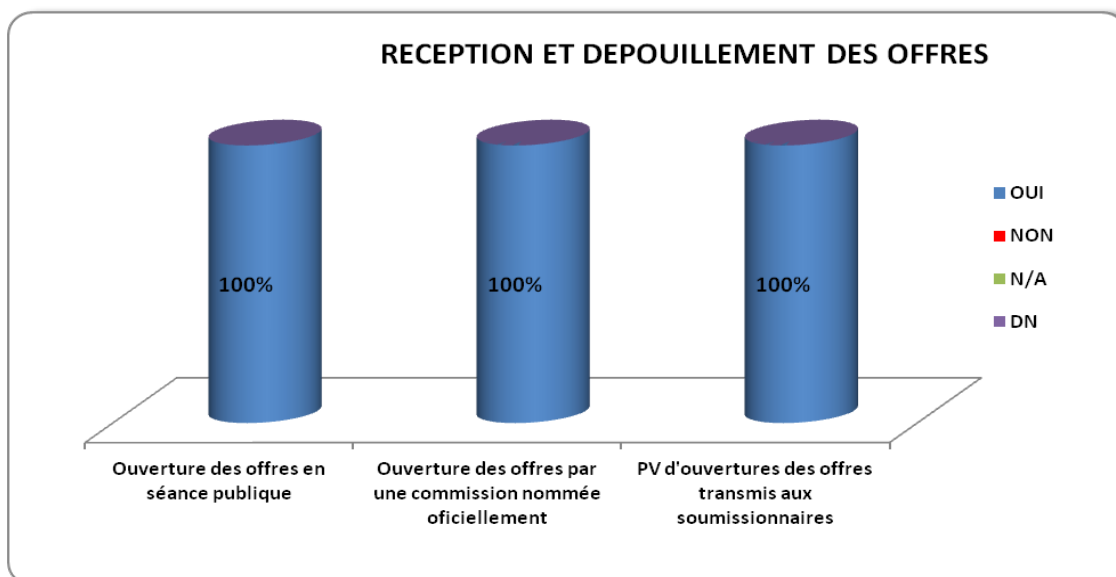
d) DRP

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

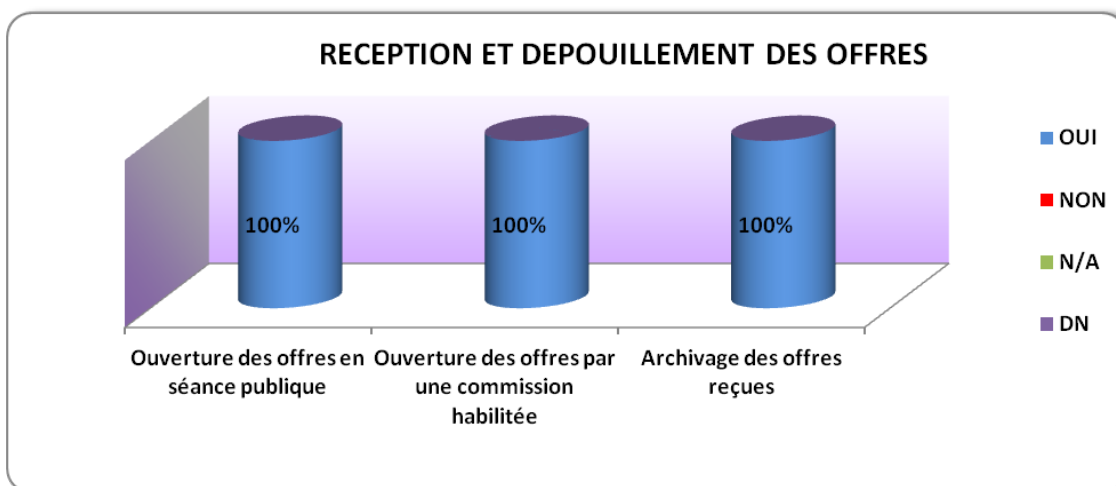
La présence des soumissionnaires à la séance d'ouverture des plis n'est pas obligatoire.

4.2.3.2 Constats

a) AOO



b) DRP



4.2.3.3 Commentaires

a) AOO

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

b) DRP

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

4.2.4 Évaluation des offres et attribution des marchés

4.2.4.1 Rappels

a) AOO

Article 68 du CMP

Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 CMP 2007 /44 CMP 2011, et rejette les offres non recevables.

La commission détermine ensuite si les offres sont conformes aux conditions et spécifications des cahiers des charges.

Article 69 du CMP

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée. La commission peut toutefois corriger les erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres et peut demander aux candidats de préciser la teneur de leurs offres afin d'en faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison. Cette demande doit être faite par écrit dans le respect strict des cahiers des charges. La réponse doit également être adressée par écrit.

Article 70 du CMP 2007

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du CMP, mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Elle propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence.

Article 70 CMP 2011 :

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du CMP, mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Elle propose à l'autorité contractante dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis, l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Exceptionnellement, ce délai peut faire l'objet de prorogation dans la limite maximale de dix (10) jours, sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la Direction chargée du contrôle des marchés publics.

Article 79-5 du CMP 2007/80.7 du CMP 2011

L'évaluation des propositions et la désignation de l'attributaire s'effectuent dans tous les cas :

- ✚ soit sur la base de la qualité technique de la proposition, résultant en particulier de l'expérience du candidat, de la qualification des experts et de la méthode de travail proposés, ainsi que du montant de la proposition ;
- ✚ soit sur la base d'un budget prédéterminé dont le candidat doit proposer la meilleure utilisation possible ;
- ✚ soit sur la base de la meilleure proposition financière soumise par les candidats ayant obtenu une note technique minimum ;
- ✚ soit, dans les cas où les prestations sont d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, exclusivement sur la base de la qualité technique de sa proposition. Dans ce dernier cas, l'exécution du marché doit donner lieu à un contrôle des prix de revient.
- ✚ Le marché peut ensuite faire l'objet de négociations avec le candidat dont la proposition est retenue. Les négociations ne peuvent en aucun cas être conduites avec plus d'un candidat à la fois.

b) DRP

Article 77.2 du CMP 2007/ 78.2 du CMP 2011 :

L'autorité contractante attribue le marché au candidat présentant l'offre évaluée la moins disante et rédige un procès-verbal d'attribution.

Article 77.3 du CMP 2007/ 78.3 du CMP 2011:

Les marchés relatifs au DRP donnent lieu à des contrats écrits de forme libre. Par dérogation, les commandes répondant à des conditions de montant et de nature spécifiées par Arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre chargé des Finances peuvent être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures.

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

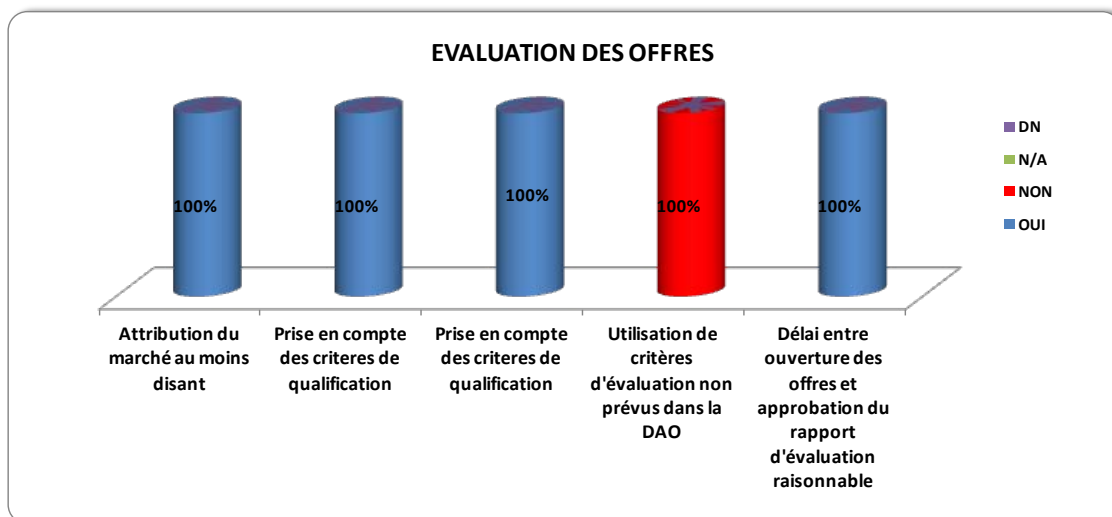
L'ouverture des plis et la désignation de l'attributaire provisoire doivent être matérialisées par des procès verbaux.

La publication d'un avis d'attribution telle que prescrite aux articles 81 et 83 du CMP 2007 /83 et 85 du CMP 2011 n'est pas obligatoire. Toutefois, l'autorité contractante a l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus.

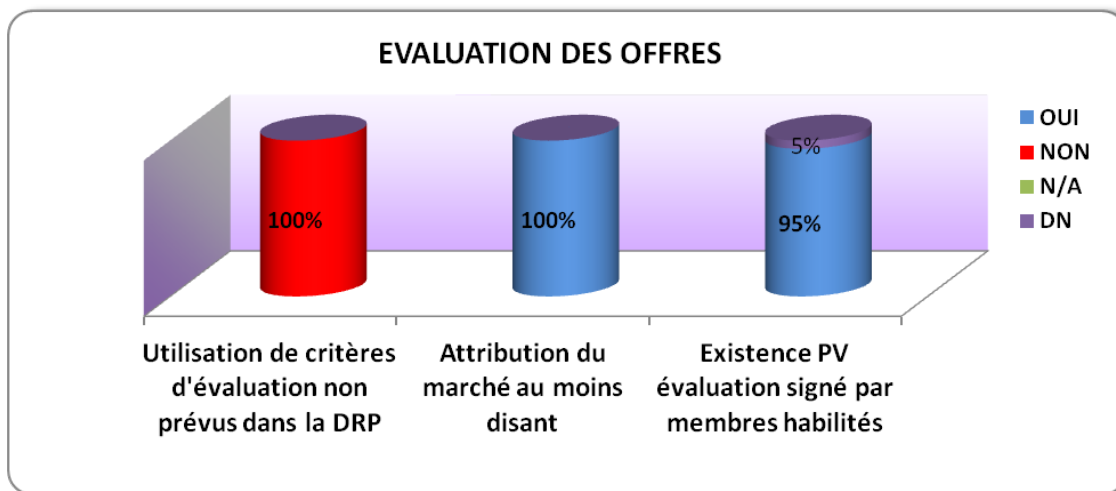
La publication d'un avis d'attribution telle que prescrite aux articles 81 et 83 du CMP /83 et 85 du CMP 2011 n'est pas obligatoire. Toutefois, l'autorité contractante a l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus.

4.2.4.2 Constats relatifs à l'évaluation

a) AOO



b) DRP



4.2.4.3 Commentaires relatifs à l'évaluation

a) AOO

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

4.2.4.5 Commentaires relatifs à l'Attribution

a) AOO

Pour l'appel d'offres pour « l'expédition de la valise diplomatique », l'avis d'attribution définitive n'a pas été obtenu.

b) DRP

Pour 11% des DRP passées après juillet 2011 et dont le montant atteint le seuil fixé par l'arrêté n°011585 du 28/12/07, la DCMP n'a pas été informée de leur attribution contrairement aux dispositions prévues par l'article 78 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.

Pour 5% des DRP ayant atteint le seuil fixé par l'arrêté n°011585 du 28/12/07, nous n'avons pas obtenu le contrat écrit.

Pour la DRP, « achat de matériels de quincaillerie » attribuée à l'Etablissement El Haj Saer Seye, nous n'avons pas obtenu le bon de commande.

Pour 5% des DRP dont les contrats n'ont pas été obtenus, nous n'avons pas pu vérifier que ces derniers ont été signés par les personnes habilités et enregistrés au niveau des impôts.

Pour la DRP, « consultation pour matériels électriques » d'un montant de 14 980 100 FCFA TTC, le contrat n'a pas été enregistré au niveau des impôts.

4.2.5 Cas particulier des marchés passés par entente directe

4.2.5.1 Rappels


Article 75 du CMP 2007/ 76 du CMP 2011 :

Les marchés sont dits par "entente directe" lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions qui lui paraissent utiles avec les candidats et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.

Le marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations. Le marché précise les obligations de transmission d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle.

Article 76 du CMP 2007 :

Il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics dans les cas suivants :

-  pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige ;

- ✚ pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- ✚ pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres, que le marché complémentaire porte sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

Les marchés passés par entente directe donnent lieu à un compte rendu détaillé dans le rapport annuel établi par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics.

Article 76 du CMP 2011 :

Il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après :

- ✚ autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- b) pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres et que le marché complémentaire ne porte que sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initial conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

- ✚ avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) Pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige.

Sont considérés comme secrets :

- les marchés de fournitures, services et travaux passés pour assurer les besoins de la défense nationale et concernant :
 - Les marchés de fournitures et de services qui ont pour objet la conception, l'essai, l'expérimentation, la réalisation, l'acquisition, le maintien opérationnel, l'utilisation ou la destruction des armes, munitions et matériels de guerre ;
 - Les marchés de fournitures qui ont pour objet la réalisation de démonstrateurs ou de prototypes d'armes, munitions ou matériels de guerre ;
 - Les marchés de fournitures qui ont pour objet les composants, les outillages, les consommables et les moyens d'évaluation et d'essais, spécifiquement conçus pour la fabrication, l'emploi ou le maintien en condition opérationnelle des armes, munitions et

- matériels de guerre ou l'emploi des armes, munitions et matériels de guerre ou concourant à leur efficacité militaire ;
- Les marchés de service qui présentent un lien direct avec la stratégie militaire ou l'emploi des armes et qui ont pour objet soit les études exploratoires et les études technico-opérationnelles relatives aux équipements futurs, les études biologiques, médicales, hydrographiques, soit les études prospectives ;
 - Les marchés de travaux directement liés à la réalisation, l'emploi, le maintien en condition opérationnelle et l'évaluation des armes, munitions et matériels de guerre ;
- les marchés portant sur des fournitures, services et travaux :
- destinés à des fins de défense civile. Ces marchés portent sur des prestations visant à assurer l'ordre public, la protection matérielle et morale des personnes et la sauvegarde des installations et ressources d'intérêt général ainsi que l'appui au maintien ou au rétablissement de la liberté d'action des autorités militaires sur l'ensemble du territoire ;
 - relatifs à la sécurité nationale passés en vue de prévenir une menace, notamment terroriste, et plus généralement de prestataires, qui du fait de leurs prestations, accèdent à des informations ou domaines sensibles dont la divulgation pourrait porter atteinte à la sécurité et la sûreté de l'Etat et à son potentiel scientifique et économique. Relèvent notamment de ces marchés, les travaux qui doivent être exécutés dans l'espace présidentiel particulièrement au Cabinet du Président de la République, au Palais de la République et ses annexes.
 - les marchés passés en vertu d'un accord international relatif à la participation des troupes sénégalaises à des opérations de maintien de la paix ;
- b) Les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieurs à l'autorité, n'est pas compatible avec les délais et règles de forme exigés par la procédure d'appel ouvert ou restreint ;
- c) les marchés passés dans le cadre des mesures de mobilisation générale et de mise en garde.

Pour les marchés visés aux paragraphes b) et c), l'organe chargé du contrôle des marchés publics en avise dans les vingt quatre heures. Ce délai passé, pour poursuivre la procédure, l'autorité contractante doit s'en référer au Premier Ministre qui décide de la continuation ou non de la procédure.

Dans tous les cas, en cas d'avis négatif émis par la DCMP, l'autorité contractante, qui en informe le Premier Ministre, ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends près l'Organe chargé de la régulation des marchés publics d'une requête motivée, accompagnée de l'avis contesté dont copie est transmise au Premier Ministre.

Le Premier Ministre peut certifier par notification écrite à l'Organe chargé de la régulation des marchés publics et à celui chargé du contrôle des marchés publics que, pour des raisons tenant aux circonstances exceptionnelles du cas concerné impliquant des motifs impérieux d'intérêt général, l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement.

4.2.5.2 Constats

Le MAE n'a pas eu recours à la procédure d'entente directe au cours de l'exercice 2011.

4.2.6 Délais de passation des marchés

4.2.6.1 Rappels

a) AOO

Délais de présentation des offres et des candidatures (Article 63 du CMP)

DELAIS DE PRESENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES				
Procédures	Délai de dépôt des offres ou demande de participation	Publication électronique	Procédure d'urgence	Procédure d'urgence et publication électronique
Appel d'Offres Ouvert avec ou sans préqualification	30 jours	25 jours	20 jours	15 jours

Article 82 du CMP 2007 / 84 du CMP 2011

Les marchés sont transmis à la personne responsable du marché pour signature dans un délai de quinze jours suivant la publication de l'avis d'attribution.

Article 83 du CMP 2007 / 85 du CMP 2011

Dans les quinze (15) jours suivants la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive.

b) DRP

Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des travaux doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée (cf. Circulaire n°4 du 31/3/2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP).

4.2.6.2 Constats

a) AOO

Éléments de contrôle	Constats
Première publication de l'avis à manifestation d'intérêt	N/A
Date limite définitive de dépôt des candidatures	Raisonnable
Délai d'évaluation des offres	Raisonnable
Date d'approbation effective du contrat	Raisonnable

4.3 Audit de l'exécution financière

4.3.1 Etendue des travaux d'audit du volet financier

4.3.1.1 Concernant l'engagement

Pour les marchés passés par Appel d'Offres ouvert (AOO), et par Demandes de Renseignement de Prix (DRP) revus, nous avons effectué le contrôle sur la procédure d'exécution financière.

4.3.1.2 Concernant le contrôle et la certification du service fait

Nous avons vérifié l'existence d'un procès verbal de réception, d'un bon de livraison ou d'un certificat administratif attestant que les travaux ou services ont été réalisés

4.3.1.3 Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Pour chaque marché sélectionné, nous avons vérifié l'existence :

1. d'une facture définitive liquidée ;
2. d'une copie du moyen de paiement déchargée par le fournisseur

4.3.1.4 Limites de l'audit de l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé de limite d'audit dans l'exécution financière.

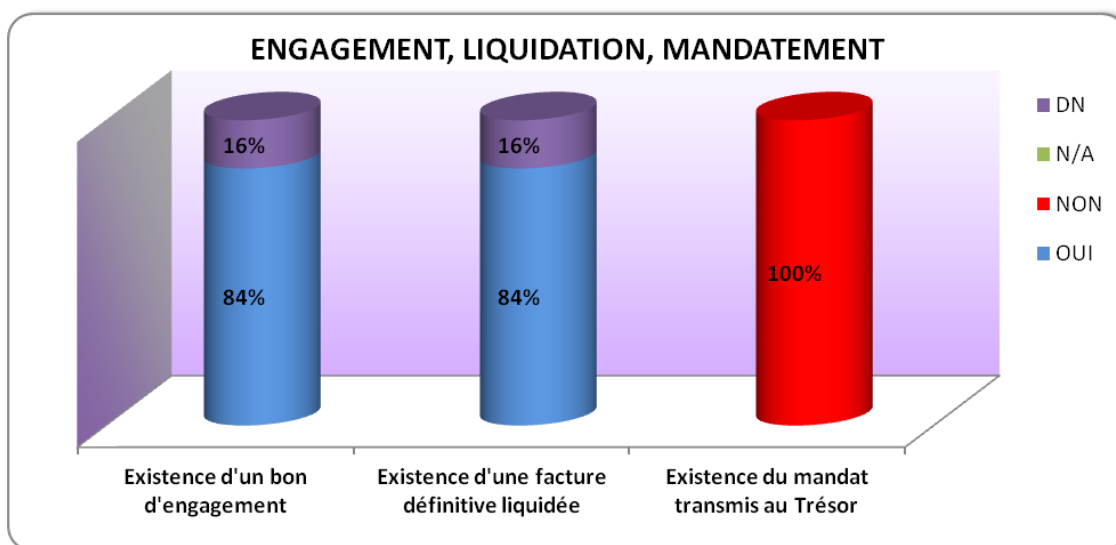
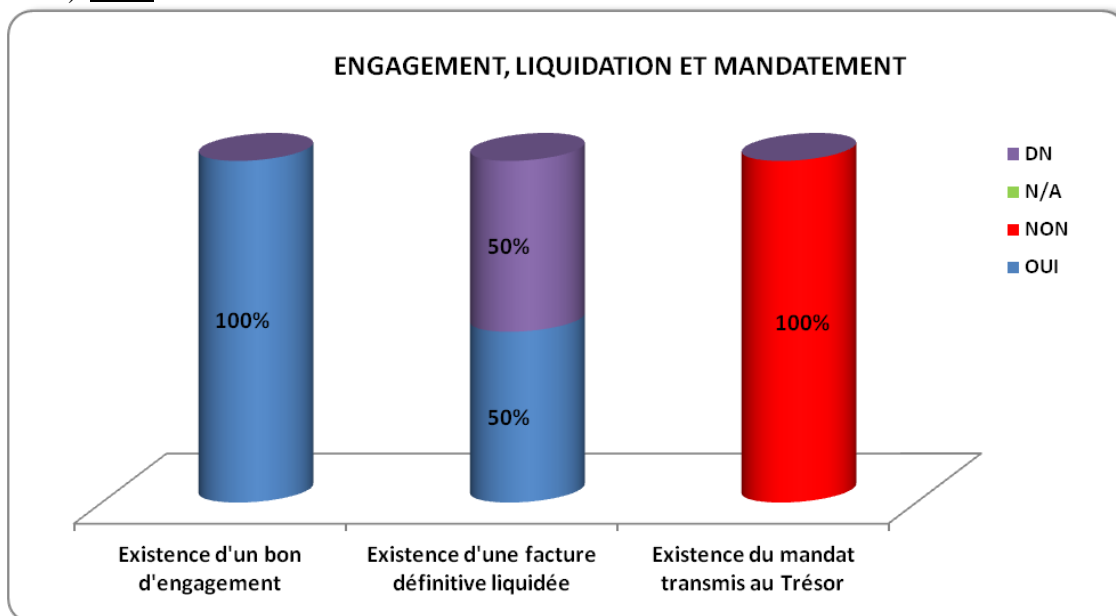
4.3.2 Constats d'audit sur le volet d'exécution financière

4.3.2.1 Production et gestion des garanties contractuelles

Les garanties requises ont été fournies par les titulaires des deux marchés passés par appel d'offres.

4.3.2.2 Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses

a) AOO



4.3.2.3 Commentaires relatifs à l'engagement, liquidation et mandatement des dépenses

a) AOO

Nous n'avons pas obtenu la facture définitive pour l'appel d'offre « fourniture de bureau, de consommables informatiques et de matériels informatiques (lot 2) » attribué à IMPRIMERIE PAPETERIE LE GANDIOLE.

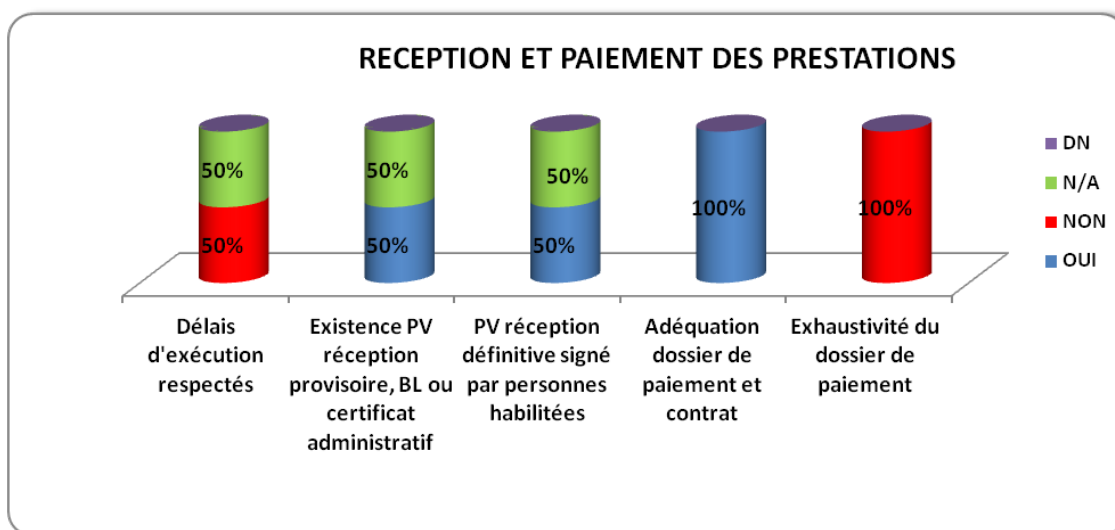
Nous n'avons pas non plus obtenu les copies des mandats transmis au Trésor.

b)DRP

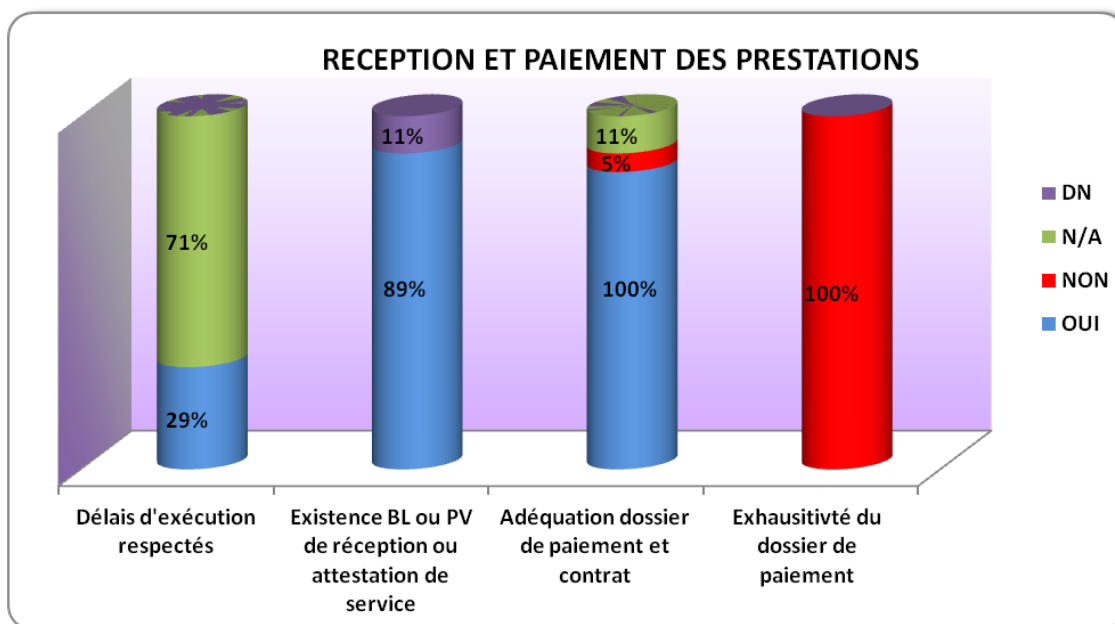
Pour 16% des DRP, nous n'avons obtenu ni le bon d'engagement, ni la facture définitive.
Pour toutes les DRP, nous n'avons pas obtenu le mandat du trésor.

4.3.2.4 Réception et paiement des prestations

a) AOO



b) DRP



Pour 71% des DRP, les délais d'exécution n'ont pas été prévus ni dans le contrat ni dans le bon de commande.

Pour 11% des DRP, le bon de livraison ou le PV de réception n'a pas été obtenu.

Pour 5% des DRP, nous n'avons pas pu nous assurer de l'adéquation du contrat avec le dossier de paiement.

Pour toutes les DRP, les dossiers de paiement ne sont pas exhaustifs.

4.4 Audit de l'exécution physique

Les marchés du MAE ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validés avec l'ARMP.

5. RECOMMANDATIONS

5.1 Recommandations générales

5.1.1 Recommandations relatives à l'archivage

Constats	Recommandations	Commentaires du MAE
Les copies des mandats transmis au Trésor n'ont pas été obtenues.	Veiller à l'archivage des copies des justificatifs de paiement	<i>Nous prenons bonne note</i>
Pour six DRP, la facture définitive n'a pas été obtenue.	Veiller à l'archivage exhaustif des documents	<i>Nous y veillerons</i>
Le bon de commande pour la DRP « achat de matériels de quincaillerie », n'a pas été obtenu.	Veiller à l'archivage exhaustif des documents	<i>Nous y veillerons</i>
Facture définitive non obtenue pour le marché relatif à la « fourniture de bureau, de consommables informatiques et de matériels informatiques (lot 2) ».	Veiller à l'archivage exhaustif de tous les documents de marchés.	<i>Nous prenons bonne note</i>

5.1.2 Recommandations relatives aux rapports et observateurs indépendants

Cf. rapport de synthèse du Groupe I.

5.1.3 Recommandations concernant le déroulement des audits à posteriori

Cf. rapport de synthèse du Groupe I.

5.2 Recommandations relatives au fractionnement

Nous recommandons au MAE de privilégier le mode de passation par appel d'offres ouvert, qui constitue, par principe, le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir conformément aux dispositions de l'article 60-3 du CMP.

Nous recommandons également d'établir les besoins en début d'année afin de vérifier que le cumul des DRP homogènes ne peut pas donner lieu à un marché y compris par allotissement.

5.3 Recommandations relatives à la capacité de gestion du processus de passation des marchés

Cf. rapport de synthèse du Groupe I.

5.4 Recommandations relatives à l'attribution des marchés

Constats	Recommandations	Commentaires du MAE
L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication pour l'appel d'offres relatif à l'«expédition de la valise diplomatique».	S'assure de la publication de l'attribution définitive dans les délais prévus par l'article 84 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.	<i>Nous prenons bonne note de la recommandation</i>
Pour 11% des DRP passées après juillet 2011 et dont le montant atteint le seuil fixé par l'arrêté n°011585 du 28/12/07, la DCMP n'a pas été informée de leur attribution contrairement aux dispositions prévues par l'article 78 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.	Informar la Direction chargé du Contrôle des Marchés Publics de l'attribution des DRP conformément aux dispositions de l'article 78 du CMP en vigueur.	<i>Nous prenons bonne note</i>
Les titulaires des marchés n'ont pas été notifiés pour l'attribution des DRP.	Faire notifier le titulaire de l'attribution de la DRP	<i>Nous prenons bonne note</i>
Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre.	Informar les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP4 du 13 mars 2009.	<i>Nous prenons bonne note</i>

5.5 Recommandations relatives au renforcement de la régulation

Cf. rapport de synthèse du Groupe I.

6. ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES

6.1 Les appels d'offres

N° d'ordre	Objet du marché	Montant en FCFA	Titulaire
1	FOURNITURE DE BUREAU, DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET DE MATERIELS INFORMATIQUES (LOT 2)	24 910 000	IMPRIMERIE PAPETERIE LE GANDIOLE
2	EXPEDITION DE LA VALISE	70 755 576	DHL SENEGAL
TOTAL		95 665 576	

6.2 Les DRP

N° d'ordre	Objet du marché	Montant en FCFA	Titulaire
1	MISE EN PLACE DE SYSTÈME ELECTRIQUE DU COURRIER MAE	14 234 930	DANILES
2	MAINTENANCE DES PHOTOCOPIEUSES CANON	3 846 800	SOLUTION NUMERIQUE
3	ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	2 834 034	MELHEM AIDA, KEUR MAME DIARRA
4	REPARATION DE VEHICULE	6 000 000	MELHEM AIDA, KEUR MAME DIARRA
5	ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES	14 943 284	STABURO
6	ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN	1 656 720	DIEYNA ENTREPRISE
7	CONSULTATION POUR HABILLEMENT DES CHAUFFEURS DU MAE	5 758 990	ENTREPRISE LE SALOUM MULTISERVICE
8	CONSULTATION DEE TRAVAUX POUR RACCORDEMENT ET CANALISATION DES EAUX	6 193 938	GENERAL DISTRIBUTION

	Objet du marché	Montant en FCFA	Titulaire
9	CONSULTATION POUR ENTRERIE ET REPARATION DE VEHICULE	3 499 999	GARAGE MBAYE DIMI NIANG
10	CONSULTATION POUR MATERIELS DE QUINCAILLERIE	14 794 250	ETS MAMY
11	CONSULTATION POUR CONTRAT D'ENTRERIE ET REPARATION DES PHOTOCOPIEUSES RICOH	6 000 000	STABURO
12	CONSULTATION POUR AUTRES ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENT	14 986 000	SARRE TECHNOBAT
13	CONSULTATION POUR AUTRE BIEN ET SERVICE	4 342 400	SARRE TECHNOBAT
14	CONSULTATION POUR AUTRES ENTRETIEN DE SPLITS	5 180 200	GENERAL DISTRIBUTION
15	CONSULTATION POUR CONTRAT ANNUEL D'ENTRETIEN ET D'INSTALLATION ELECTRIQUES	3 800 000	ETS DIOH ET FRERES
16	CONSULTATION POUR CONTRAT ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE	6 878 220	E.G.P.S
17	CONSULTATION POUR MATERIELS ELECTRIQUES	14 980 100	ETS SIKAKA
18	CONSULTATION POUR FOURNITURE D'IMPRIMES SPECIAUX	14 986 590	BAT PRES
19	CONSULTATION POUR CONTRAT DE MAINTENANCE DU CENTRAL TELEPHONIQUE	3 450 000	TECHNOLOGIE SYSTEMS (TECSYS)
20	CONSULTATION POUR ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES	7 426 134	TANOR FALL
21	ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULE	3 582 000	KEUR MAME DIARRA
22	ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES	3 146 667	FALL TANOR
23	ACQUISITION DE PHOTOCOPIEUSES RICOH	14 956 500	STABURO
24	MISE EN PLACE DE SYSTÈME ELECTRIQUE DU COURRIER MAE	14 234 930	JIM COM GLOBAL CONNECTION

	Objet du marché	Montant en FCFA	Titulaire
25	ACHAT DE BIENS ET SERVICE: CALCULATRICES	4 934 760	GROUPE MADERE SERVICE
26	TRAVAUX DE NETTOIEMENT, DE DESINFECTION ET DE DERATISATION	13 570 944	PRESS HIGH TECH
27	TRAVAUX DE MENUISERIE	3 540 000	SIDICOM
28	TRAVAUX DE DEMENAGEMENT	10 217 860	PRESS HIGH TECH
29	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE BATIMENT	14 989 730	SARRE TECHNOBAT
30	ACHAT TUYAUTERIES ET PLOMBERIES	7 442 496	BAT-PRES
31	TRAVAUX DE DEMENAGEMENT	9 996 304	DAMEL TRADING
32	ACHAT DE MATERIELS DE QUINCAILLERIE	2 867 400	ETABLISSEMENT EL HAJ SAER SEYE
33	ENTRETIEN NETTOIEMENT DES LOCAUX	14 889 948	ETABLISSEMENT EL HAJ SAER SEYE
34	ACHAT DE BIENS ET SERVICES	8 357 940	DAMEL TRADING
35	FOURNITURE DE CALCULATRICES	5 310 000	DAMEL TRADING
36	FOURNITURE ET POSE DE RIDEAUX	7 434 000	PRESS HIGH TECH
37	ACHAT DE CARTES DE VŒUX 2011	3 469 200	OMNIUM
38	FOURNITURE DE BUREAU	14 949 744	PAPEX
TOTAL			313 683 012

6.3 Les DRP suivantes n'ont pas été inscrites dans le SIGFIP

	N° BE	Objet BE	Bénéficiaire	Montant	Date
1	523614	consultation pour fourniture de batteries	IDEAL MULTI-SERVICE	14 986 000	22/02/2011
2	523848	consultation pour mobilier et matériels de bureau	SOTRAGENE	752 840	01/08/2011
3	523846	consultation pour entretien et réparation matériels informatiques	SIDICOM	1 325 140	29/07/2011
4	523904	consultation pour matériels mobilier et matériels de bureau	STABURO	265 500	21/08/2011
5	331493	consultation pour mobilier et	STABURO	1 675 001	12/08/2011

	N° BE	Objet BE	Bénéficiaire	Montant	Date
		matériels de bureau			
6	523945	consultation pour autre achats de biens et services	CENTRALE EQUIPEMENT ET SERVICE (C.E.S)	1 682 600	01/10/2011
7	523801	consultation pour travaux groupe électrogène	ETS GENERAL DE PRESTATION DE SERVICE	1 123 360	28/06/2011
8	523941	consultation pour autre entretien	BAT PRES	2 172 380	07/10/2011
9	523833	consultation pour produits d'entretien	SENTAAR	923 869	01/07/2011
10	Tokten	consultation pour consommables informatiques	CONVERGEANCE TECHNOLOGIQUE	1 992 186	01/07/2011
11	523819	consultation pour autre fournitures	ETS DJIBRIL SARR	703 988	04/07/2011
12	523811	consultation pour consommables informatiques	COTEC SARL	1 657 428	04/07/2011
13	523812	consultation pour acquisition de serrures	DAMEL TRADING	731 718	04/07/2011
14	523927	consultation pour autres prestations de services	OFDB marketing communication	1 180 000	14/09/2011
15	523932	consultation pour autres achats de biens et services	WAKEUR DABAKH MALICK	889 000	15/09/2011
16	523650	consultation pour matériels de bureau	YAMI ENTREPRISE	1 200 000	02/05/2011
17	523911	consultation pour consommables informatiques	YAMI ENTREPRISE	662 216	01/08/2011
18	523928	consultation pour matériel de bureau	DIEYNA ENTREPRISE	662 900	06/09/2011
19	523944	consultation pour autres achats de biens et services	C.E.S	2 079 750	01/10/2011
20	523943	consultation pour autres fournitures	C.E.S	2 031 960	10/10/2011
21	523949	consultation pour fêtes et cérémonies	SERIGNE MBODJ	1 596 540	11/10/2011
22	331462	formation du personnel (en comptabilité de gestion)	BLANCHE MIREILLE NIOUKY	330 000	16/11/2010
23	521568	consultation pour entretien et réparation matériels informatiques	KAZAR	1 739 084	09/11/2011
24	521569	consultation pour mobilier de bureau	KAZAR	350 000	08/11/2011
25	521571	consultation pour autres fournitures	BIP DISTRIBUTION	1 389 300	04/11/2011
26	521567	consultation pour autres fournitures	KAZAR	2 666 564	04/11/2011
27	521575	consultation pour entretien et réparation de véhicules	SANA SERVICES	375 000	04/11/2011
28	521572	consultation pour matériels électriques	DIOH ET FRERES	1 192 036	10/11/2011
29	521563	consultation pour autres fournitures	SIDICOM	2 684 500	26/10/2011
30	521564	consultation pour autres fournitures	BIP DISTRIBUTION	2 891 000	26/10/2011
31	521565	consultation pour autres fournitures	DISMAT	2 829 640	26/10/2011
32	521566	consultation pour diverses prestations	SIDICOM	896 000	25/10/2011
33	523947	consultation pour entretien et réparation de bâtiment	GIE TELMA	662 999	12/10/2011
34	521573	consultation pour entretien et réparation véhicules	SANA SERVICES	973 450	10/11/2011

	N° BE	Objet BE	Bénéficiaire	Montant	Date
35	MAE	consultation pour fauteuil ministre	WAKEUR KHALIFA ABABACAR SY	1 498 600	01/06/2011
36	523763	consultation pour fourniture de bureau	FANTY PROMO INVEST	2 094 500	20/05/2011
37	523757	consultation pour fourniture de bureau	NEGOCE SERVICE	1 496 535	20/05/2011
38	523779	consultation pour consommables informatiques	GROUPE G.S.I	1 321 600	31/05/2011
39	523817	consultation pour fourniture de bureau	ENTREPRISE MOUSSA COULIBALY (E.M.C)	637 200	07/07/2011
40	523820	consultation pour diverses fournitures	DABAKH MONDE MOBILIER	5 998 300	05/07/2011
41	523624	consultation pour fourniture de bureau	SENEPRES	3 198 036	06/03/2011
42	523628	consultation pour fourniture de bureau	ABS PRODUCTION MULTI SERVICE	1 995 882	03/03/2011
43	523618	consultation pour diverse fourniture équipement coffret	PRESS HIGH TECH	7 999 220	03/03/2011
44	523622	consultation pour fourniture de bureau	ALFA SERVICES	2 320 352	01/03/2011
45	523616	consultation pour fourniture de matériels électriques	CARREFOUR DAKAROISE	14 333 460	24/02/2011
46	523756	consultation pour matériel de bureau	ETS DAOUDA DIAGNE	1 462 100	24/02/2011
47	523619	consultation pour fourniture de pneus	SOLUTION UNIVERSELLE	14 974 200	24/02/2011
48	523601	consultation pour mobilier matériel de bureau	ETS DAOUDA DIAGNE	2 596 000	24/02/2011
49	331182	consultation pour consommables informatiques	RAZAKHOU	3 197 988	22/02/2011
50	331195	consultation pour autre prestation de service	EGENO	1 358 180	22/02/2011
51	523617	consultation pour imprimé spéciaux	SENEGALAISE DE COMMERCE ET DE TRAVAUX	14 935 850	22/02/2011
52	331177	consultation pour fourniture d'onduleurs	BAT PRES	14 999 275	21/02/2011
53	523837	consultation pour autres prestations de services	DIOH ET FRERES	582 247	21/07/2011
54	331480	consultation pour produits d'entretien	I.F.F SARL	997 100	11/07/2011
55	523826	consultation pour mobilier et matériels de bureau	COMMERCE MARCHANDISE ET DIV FOURN BUR	875 973	15/07/2011
56	523930	consultation pour entretien et réparation de matériels informatiques	C.E.S	1 760 796	16/09/2011
57	521506	consultation pour matériel informatique de bureau	SIDICOM	283 360	09/09/2011
58	521507	consultation pour produits d'entretien	SIDICOM	104 430	19/09/2011
59	521505	consultation pour consommables informatiques	SIDICOM	438 960	19/09/2011
60	523933	consultation pour autres biens et services	DAROU SALAM SERVICE	1 059 040	23/09/2011
61	523770	consultation pour fêtes et cérémonies	KHADIM DIAKHATE	998 870	17/08/2011
62	331494	consultation pour fourniture de bureau	PAPETERIE, LIBRAIRIE, DROGUERIE	1 206 550	19/08/2011
63	521508	consultation pour fêtes et cérémonies	LE DARMANCO	6 079 500	26/08/2011

	N° BE	Objet BE	Bénéficiaire	Montant	Date
64	523849	consultation pour autre entretien ascenseur	2AF.COM	3 245 000	02/08/2011
65	523807	consultation pour autre fournitures	C.E.S	3 643 250	01/07/2011
66	523766	consultation pour autre fournitures	DAMEL TRADING	14 995 440	30/06/2011
67	523910	consultation pour autre fournitures	GROUPE MADERE SERVICE	4 953 640	11/08/2011
68	523905	consultation pour fêtes et cérémonies	KHADIM DIAKHATE	1 997 740	17/05/2011
69	523760	consultation pour mobilier et matériels de bureau	FABENO	1 999 996	17/05/2011
70	523602	consultation pour fourniture et matériels de bureau	ETS DAOUDA DIAGNE	7 902 412	17/05/2011
71	523772	consultation pour imprimé spéciaux	KHADIM DIAKHATE	3 315 210	17/05/2011
72	523648	consultation pour consommables informatiques	STABURO	2 000 000	17/05/2011
73	523775	consultation pour autres biens et services	GIE SEYDINA LAYE	2 097 450	18/05/2011
74	523768	consultation pour produits d'entretien	SOUMBAR EXPRESS	992 768	18/05/2011
75	523753	consultation pour fournitures matériels réfection mobiliers bureau	EGENO	560 500	18/05/2011
76	523806	consultation pour autres fournitures	SENEGALAISE EQUIPEMENT PRESTATION SERV	2 197 750	06/06/2011
77	523613	consultation pour fourniture de bureau	DAMEL TRADING	4 495 210	03/06/2011
78	331175	consultation pour achat de diverses fournitures	JUNIOR TRADING	14 921 100	18/02/2011
79	331180	consultation pour achat de machines à calculer	GROUPE YAGOU PRODUCTION	4 499 340	18/02/2011
80	331196	consultations pour acquisition de serrures	EGENO	1 498 600	16/02/2011
81	523767	consultation pour rame de papier A4	DIAPANDAL	1 003 000	10/05/2011
82	523619	consultation pour fourniture de matériels de reliure	BAT PRES	8 999 860	14/02/2011
83	523751	consultation pour matériel de bureau	WAKEUR BOROM DEUBI	2 478 000	17/05/2011
84	331181	consultation pour consommables informatiques	STABURO	3 000 000	14/02/2011
85	523643	consultation pour consommables informatiques	BIP DISTRIBUTION	1 652 000	13/04/2011
86	523642	consultation pour consommables informatiques	BIP DISTRIBUTION	1 345 200	13/04/2011
87	331468	consultation pour mobilier de bureau	I.F.F SARL	1 991 840	29/04/2011
88	523989	consultation pour fourniture de bureau	KAZAR	1 411 280	26/04/2011
89	523991	consultation pour mobilier et matériels de bureau	KAZAR	2 074 440	23/04/2011
90	523639	consultation pour fourniture de bureau	ETABLISSEMENT LE CAP-VERT	1 498 600	21/03/2011
91	523769	consultation pour reliure de document	DISMAT	2 690 400	06/05/2011
92	523755	consultation pour fourniture de bureau	DIOR LYBASSE TERANGA	2 070 900	10/05/2011
93	523798	consultation pour autre entretien et maintenance	SIDICOM	2 299 820	02/05/2011

	N° BE	Objet BE	Bénéficiaire	Montant	Date
94	523611	consultation pour produits d'entretien	ISMAILA GUEYE IMPRIMERIE BATIMENT	1 625 863	14/02/2011
95	523603	demande cotation pour fourniture et matériel de reliure	MAMIE DISTRIBUTION	2 930 530	14/02/2011
96	523632	consultation pour autre achats de biens et services	2SI EXPERTISE ET INNOVATION	973 500	10/02/2011
97	331165	consultation pour fourniture d'imprimés spéciaux	PRESS HIGH TECH	6 882 940	21/01/2011
98	331159	consultation pour acquisition machines à confection des cartes	BAT PRES	9 829 400	21/01/2011
99	523649	consultation pour consommables informatiques	STABURO	1 000 000	17/05/2011
100	523647	consultation pour consommables informatiques	SERIGNE BARA ET COMPAGNIE	1 988 300	18/05/2011
101	523993	consultation pour entretien et réparation de véhicule	SIDICOM	3 499 880	28/04/2011
102	523634	consultation pour entretien et réparation de véhicule	ABDOULAYE DIOUF - TOTAL AUTO PORT	5 898 018	10/03/2011
103	523636	consultation pour acquisition de tableau padex et rouleaux	SERIGNE FALILOU MBACKE ENTREPRISE	8 713 592	11/03/2011
104	523637	consultation pour acquisition de parapheur	SERIGNE FALILOU MBACKE ENTREPRISE	5 286 400	11/03/2011
105	523635	consultation pour fourniture de bureau	TANGA PALACE	1 175 870	16/03/2011
106	523795	consultation pour autre fournitures	BAT PRES	14 936 440	22/06/2011
107	523800	consultation pour entretien et réparation de véhicule	ENTREPRISE GENERALE DE PREST DE SERV	1 678 660	20/06/2011
108	523793	consultation pour entretien et réparation de véhicule	KEUR MAME DIARRA	3 570 897	15/06/2011
109	523754	consultation pour autres fournitures	SARRE TECHNOBAT SUARL	14 486 921	12/05/2011
110	523759	consultation pour autres fournitures	DABAKH MONDE MOBILIER	2 557 650	12/05/2011
111	523978	consultation pour matériels informatiques	KAZAR	2 761 200	11/05/2011
112	523645	consultation pour fourniture de produits d'entretien	DEGUENE LO COMMERCE GENERAL	1 325 730	10/05/2011
113	523646	consultation pour fourniture de bureau	INFOTECH	849 600	10/05/2011
114	523994	consultation pour entretien et réparation matériels informatiques	BIP DISTRIBUTION	2 249 080	13/05/2011
115	523758	consultation pour travaux de reliure	SERIGNE FALILOU MBACKE ENTREPRISE	1 888 000	16/05/2011
116	523935	achats de journaux	OUMAR SALL JOURNAUX	1 050 000	01/07/2011
117	521553	création départ BT souterraine pour alimentation en UP2	SENELEC	3 331 566	01/10/2011
118	523621	consultation pour consommables informatiques	MILLENIUM CORPORATION	2 389 500	24/02/2011
TOTAL				380 788 336	